

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 4333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois :
5 francs
Paraît le vendredi

L'ART DE SE DÉROBER

Léon Blum et le problème du Pouvoir

Poursuivant le débat commencé au Congrès de la S.F.I.O. et en vue de la prochaine conférence de la II^e Internationale, Léon Blum a condamné les lecteurs du *Pouvoir* à la lecture d'une série d'articles sur la question du pouvoir, où les sophismes s'ajoutent aux sophismes pour justifier la dérobade et l'impuissance du parti socialiste face aux problèmes posés par la crise du régime capitaliste.

En bref, la thèse de Léon Blum est la suivante : le capitalisme pur a disparu, mais le capitalisme résiste, et, pour ne pas disparaître, crée des formes intermédiaires nouvelles comme le fascisme; elles sont peut-être évitables. En tout cas, les socialistes n'ont pas à en prendre la moindre responsabilité. Comme ils ne pourraient encore réaliser internationalement leur programme complet, et qu'au pouvoir ils pourraient tout au plus réaliser nationalement un programme de réformes, ce qu'ils obtiendraient aussi bien par une pression suffisante, les socialistes n'ont pas à rechercher le pouvoir pour le présent : cela correspond aux nécessités historiques du socialisme, même si les partis socialistes doivent en pâtir provisoirement. Telle est, dépourvue de tous ses artifices littéraires, la thèse de Blum. Quelques remarques d'un caractère théorique sont nécessaires.

D'abord, qu'est-ce que ce capitalisme « pur »? Blum ne l'indique que dans une parenthèse : règne de l'initiative individuelle, souveraineté de l'économie libérale. A ce capitalisme « pur », M. Blum oppose les formes intermédiaires comme le régime fasciste et le régime soviétique, qu'il place sur le même plan. Cela au nom de Marx et du marxisme! Or, Marx nous a appris ce qu'il y avait de spécifique au capitalisme : la plus-value extorquée par le capital au travail. Si l'on pouvait parler de « capitalisme pur » comme d'une espèce chimique absolument définie, ce ne serait que dans ce sens : le capital qui, dans son processus de fonctionnement et de circulation, assure à son propriétaire une plus-value extorquée aux travailleurs. Quant au reste, depuis l'initiative individuelle jusqu'à l'organisation étatique, ce sont des facteurs et des formes qui interviennent nécessairement parce que la production capitaliste est effectuée par les hommes groupés en société. Ces facteurs, ces formes ne sont nullement immuables; ils se modifient suivant les circonstances. Ainsi l'initiative individuelle n'a pas disparu avec le capital monopolisateur, elle a pris d'autres formes, tout comme elle en prendra d'autres, bien supérieures, dans la société socialiste. Quant à l'économie libérale, elle a dominé (pas de façon absolue, d'ailleurs) pendant toute une époque; aujourd'hui, elle ne correspond plus aux nécessités vitales de l'impérialisme. Mais que ce soit en France avec un régime démocratique, ou en Italie et en Allemagne, sous le fascisme, il reste un point commun essentiel : l'exploitation capitaliste. La notion de capitalisme « pur » ne repose sur rien, ne répond à rien, si ce n'est, pour Blum, à lui permettre d'y opposer un socialisme non moins « pur » à réaliser aux calendes grecques.

Blum ne se contente pas d'opposer l'une à l'autre des formes « pures » inexistantes. Le chef de la S.F.I.O., rappelant que la réalisation du socialisme ne peut être conçue qu'à l'échelle internationale, ce qui est tout à fait juste, en tire la conclusion fautive qu'en prenant le pouvoir dans le cadre de la nation, on ne peut rien faire pour réaliser le socialisme. Cette négation de la nation, au nom du socialisme, est d'une grossièreté manifeste. M. Blum a un amour sans borne pour sa nation lorsqu'il s'agit d'assurer sa défense contre les autres. En cas de guerre, il soutiendra, comme tout le parti socialiste pendant la boucherie mondiale, que la victoire de la France est un des plus importants facteurs de développement du socialisme. La nation, à ce moment, servira au socialisme. Derrière ces finasseries au sujet de la nation et de l'internationalisme, se cache une réalité bien plus profonde : non le capitalisme « pur » de M. Blum, mais encore et toujours le profit capitaliste. La guerre constitue une lutte pour l'agrandissement du profit de certains groupes capitalistes : le parti socialiste a apporté et apportera son appui pour la défense de ce profit. De même, aujourd'hui, quand Blum déclare que le parti socialiste ne peut rien, dans les cadres de la nation, pour la réalisation du socialisme, il exprime qu'il ne veut pas porter atteinte à l'exploitation capitaliste. M. Blum ose invoquer Marx; mais relisons un peu le *Manifeste Communiste* et nous verrons que Marx propose un programme de mesures transitoires à prendre dans le cadre de la nation pour porter atteinte au profit capitaliste. Car, pour les marxistes, la nation est un produit historique, correspondant au développement du capitalisme, mais dans le cadre duquel ils devront commencer à travailler à la réalisation du socialisme qui, bien entendu, ne pourra être achevée que sur l'arène internationale. C'est dans cet esprit que les bolcheviks, sous la direction de

Léonine et de Trotsky, instaurèrent le pouvoir soviétique, la dictature du prolétariat, en octobre 1917.

Blum méprise aussi le pouvoir parce qu'il ne pourrait tout au plus, « avec peine », y réaliser qu'un programme de réformes, et que, dans ce cas « on en viendrait à bout par un apport suffisant de constance et d'audace, appuyé sur une pression suffisamment énergique des masses populaires et en se bornant à pousser à fond l'usage des moyens légaux ». Ces réformes : « soulagement des misères les plus criantes des travailleurs et amélioration des conditions matérielles de leur vie; démantèlement, et, s'il se peut, écrasement d'un certain nombre d'éléments de résistance ou de fâcheuses agressions capitalistes », etc. Quel style! Nous voudrions que M. Blum dise dans quels pays les socialistes de la II^e Internationale ont pu, par « un apport suffisant de constance et d'audace », par la « pression », atteindre ou conserver ces réformes dans ces dernières années. Pendant qu'il fera le tour du monde pour trouver ces pays, rappelons qu'en Allemagne et en Autriche, la social-démocratie a pris le pouvoir à la suite de grands mouvements révolutionnaires, que la « pression » des masses ne lui aurait pas fait défaut, qu'elle pouvait désarmer et écraser les bandes réactionnaires et fascistes, mais qu'elle ne l'a pas fait pour ne pas sortir de « l'usage des moyens légaux » qu'elle a déterminés elle-même pour le maintien du régime capitaliste. Les résultats de la politique social-démocrate sont bien visibles pour l'Allemagne; quant à l'Autriche, elle suit la même route que l'Allemagne. Alors, que pourra-t-on obtenir par la constance dans l'exploitation des moyens légaux?

En opposition au capitalisme « pur », M. Blum met sur le même plan l'Italie fasciste et l'U.R.S.S. comme des formes intermédiaires qui « correspondent à des réflexes, inspirés au capitalisme par l'instinct de conservation ». A la recherche de subtilités, Blum finit par tomber dans des imbécillités rares : la Révolution d'Octobre due à l'instinct de conservation du capitalisme! Dans l'Italie de Mussolini comme dans l'Allemagne de Hitler, cette prétendue forme intermédiaire (entre quoi?) assure la conservation du profit capitaliste par la terreur la plus brutale sur la classe ouvrière. En Russie, les bolcheviks, au contraire, ont, par la force, dispersés toutes les formations politiques.

(Suite page 2).

La répression s'acharne

LE S. R. I. FAIT LE SILENCE SUR TCHEN-DOU-SIOU

Nous recevons de Changai la lettre suivante : « Nous n'avons en aucun lieu de Tchén-Dou-Siou depuis l'annonce de sa condamnation à 12 ans de prison, sans une brève annonce dans la presse qu'il avait fait appel contre cette sentence. Les procès légaux en Chine sont encore plus lents et compliqués que dans l'Occident capitaliste, et il n'est donc pas probable que le procès, s'il revient en appel, arrive bientôt.

« Etant donné l'attitude prise par le P.C. officiel vis-à-vis de l'arrestation et du procès de Tchén — c'est-à-dire une totale absence de réaction — les camarades de l'étranger doivent faire tout le possible pour poser la question devant l'attention des ouvriers. Des protestations contre l'emprisonnement continu de Tchén doivent être envoyées au gouvernement de Nankin et publiées aussi largement que possible.

Plusieurs de nos camarades ont adressé, en tant que membres du S. R. I., une lettre de direction de cette organisation, exigeant que l'on prenne sa défense.

Pas de réponse! La chose est claire : un opposant peut crever en prison. MM. Clément et Cie ne lèveront pas le plus petit doigt.

Il ne nous reste qu'à agir. Nous aiderons à la constitution rapide d'un Comité Tchén-Dou-Siou, qui fera de l'activité en faveur du fondateur du P. C. chinois, de Roy, dont le S. R. I. refuse de parler, et d'autres encore. Nous convoquerons des réunions et nous ferons entendre au bureau Tchén Kai Chek la voix des ouvriers!

LAZAREVITCH CONDAMNÉ A 4 MOIS DE PRISON

Le camarade Lazarevitch, militant syndicaliste, dont nous avions relaté l'arrestation à Verviers (Belgique), vient d'être condamné à 4 mois de prison. La bourgeoisie belge a frappé en lui un révolutionnaire ardent, qui soutient la lutte des ouvriers belges contre le gouvernement des « pleins pouvoirs » que M. Dauladier et Tardieu voudraient imiter. Bien entendu, silence le plus complet de la part du S. R. I.!

LIBÉREZ VICTOR SERGE !

La *Revolution Proletarienne* annonce qu'elle a reçu une lettre de Victor-Serge en date du 9 juillet. On a accordé à sa femme et à son fils de le rejoindre en déportation.

Un groupe d'écrivains (Duhameil, Léon Werth, Vildrac, Martinet, Pichot, Poulaille, M. Marx) ont adressé une lettre ouverte à Barbusse, lui demandant pourquoi *Monde* n'a pas parlé de la situation faite à Victor-Serge. La chose est cependant bien claire! Nous parlons, par ailleurs, de la crise de *Monde*.

Le scandale Victor-Serge s'étend. Quelconque fait appel en sa faveur est saisi par les staliniens. C'est pour cela qu'ils ont scindé la rédaction de la revue *Masses*. Continuons à protester!

LE FRONT UNIQUE A LA STALINE

Les Gardes Blancs poursuivent leur campagne

La presse russe blanche continue sa campagne de provocations contre Trotsky. Rien d'étonnant à cela. Le gouvernement « démocratique », s'il accorde le droit d'asile à une série de révolutionnaires, couvre aussi la canaille blanche, qui prépare ouvertement la lutte contre la révolution russe.

L'*Humanité*, sur l'ordre de Staline, continue son ignoble campagne contre Trotsky et les communistes. Le front unique Staline-Trotsky se précise à nouveau. La masse des sympathisants au communisme, de même que les membres du parti, n'ont pas répondu et ne répondront pas aux appels du bureau politique. Au contraire, une vague de dégoût s'est emparée de tout ce qu'il y a d'honnêtes dans le parti. Seule une clique corrompue de bureaucrates s'acharne aux plus basses provocations.

Les procédés de la clique stalinienne ne sont pas nouveaux. La base en est le mensonge et la fourberie. Il s'agit de faire croire à un « amalgame » entre les communistes et la réaction. C'est ainsi que Staline en 1937, envoya un provocateur (agent de la Guépou) dans les rangs de l'opposition. Ensuite, la Guépou « découvrit » que cet homme était un « ancien officier de Wrangel ». L'enquête menée par l'opposition russe à l'époque permit de démasquer l'immense manœuvre de Staline.

La campagne actuelle de l'*Humanité* est inspirée directement à la même source. Elle échouera comme la précédente. Il y a d'ailleurs des gens qui se chargent de mettre les choses à leur vraie place : ce sont les gardes blancs eux-mêmes, les « anciens officiers de Wrangel », qui, comme l'*Humanité*, crachent la calomnie et provoquent un meurtre contre Trotsky.

Nous publierons des extraits de la presse blanche. Nous mettrons à nu le front unique Staline-Trotsky. Pour le reste, nous ne répondrons pas aux provocations de presse des vilains de plume à la Darnar. La bureaucratie stalinienne tourne le feu contre l'avant-garde prolétarienne. Ce diable « anti-marxiste, la bourgeoisie » admette contre les communistes fidèles à Lénine, derrière les pactes de « non-agression » avec la bourgeoisie! *Staline écrit de Dalador, du gouvernement bulgare, la lutte contre la Ligue communiste et Trotsky*. Voilà, sans aucun doute, les articles des gens de l'*Humanité*, les invocations au pacte de « non-agression ».

Nous répondrons en travaillant sans relâche à l'organe de l'avant-garde communiste, à lutter pour rendre au prolétariat français le parti communiste qui lui est nécessaire. La bureaucratie réactionnaire sera lâchée.

Un mise au point nécessaire

L'*Humanité* parle du voyage de Trotsky avec « sa suite » de secrétaires, de dactylos, etc. Que la rédaction stalinienne n'épargne pas les injures à l'adresse de cette soldatesque, cela va de soi.

Je trouve nécessaire une mise au point. Je suis accompagné dans la route par de jeunes camarades qui sont à différents moments venus à Prinkipo de leurs propres initiatives et m'ont aidé dans mon travail, non comme des « secrétaires salariés » mais comme des amis liés par le même drapeau.

Il en est de même pour les camarades qui m'ont rencontré à mon arrivée et m'ont aidé à m'installer en France.

Je ne doute pas qu'ils ne peuvent être affectés par les injures basses et impuissantes émanant de ces somnolents bureaucratiques où tout est basé sur des considérations de carrière et où l'on a définitivement oublié, si on l'a jamais connu, ce que c'est que la solidarité révolutionnaire.

L. Trotsky, mercredi 26 juillet 1933.

Le démenti suivant a été adressé à l'*Humanité* qui s'est bien gardé de le publier. Il a été envoyé ensuite à toute la presse. Seul le *Populaire* l'a reproduit :

A l'occasion de l'arrivée de L. D. Trotsky en France et en liaison avec la participation des membres responsables de notre organisation dans cette affaire, parmi lesquels le camarade Molinier, votre journal répand quotidiennement des informations qui sont en contradiction avec la réalité.

1^o Trotsky a adressé aux autorités françaises la demande d'entrer et de séjourner en France, poussé par la nécessité d'une cure médicale pour sa femme et pour lui-même; nier cette nécessité comme le fait votre journal signifie tromper l'opinion des travailleurs;

2^o En regard aux difficultés extraordinaires déjà maintes fois rencontrées de la part des différents gouvernements européens dans la question du droit d'asile, Trotsky a déclaré renoncer par avance à toute participation politique active dans la vie politique de la France;

3^o Le droit d'entrée et de séjour fut accordé à Trotsky, sous les mêmes conditions qu'à beaucoup d'autres se réclamant de la révolution (Péck Munzenberg, etc.).

Puisque Trotsky avait été expulsé de la France en 1916, l'autorisation d'entrer en France signifiait en premier lieu la levée de l'arrêté d'expulsion et c'est à cet acte formel que se réduit la décision gouvernementale;

4^o Le rôle de la police au moment de l'arrivée du camarade Trotsky sur le sol de la France se réduit à la notification régulière par un inspecteur de la Sûreté générale, de l'annulation de l'arrêté d'expulsion;

5^o Contrairement aux informations fantaisistes de votre journal, la vedette fut louée à titre privé chez le batelier Manchetti, pour éviter toute complication dans le port de Marseille, de la part des Russes blancs, des fascistes français ou des bureaucrates staliniens.

Comme l'indique le communiqué gouvernemental, les autorités françaises traitent Trotsky comme tout autre étranger et émigré politique; il va de soi qu'elles ne prennent aucune part dans l'organisation du voyage du camarade Trotsky et de son installation ultérieure en France;

Les membres du parti répondent aux provocations !

J'ai honte présentement d'appartenir à un parti qui, non content d'user les pires stagnations et la pire bureaucratie emploie maintenant les calomnies les plus effroyables contre un homme qui, ne cessant pas pourtant d'être révolutionnaire et communiste, fait partie d'une fraction dissidente.

Mais laissons les goussets à leur plume !

Puisse-t-ils crever de rage !

Je vous envoie une modeste contribution pour assurer la protection de Trotsky contre les provocations de notre Bureau Politique, et je souhaite que tous les communistes sincères fassent comme moi.

X. — 15^e RAYON

Vous pouvez assurer Léon Trotsky que de nombreux camarades du Parti Français ne se laisseront pas empoisonner par la bile des bureaucrates de notre parti.

Trotsky vient en France, vive Trotsky !

Les membres du parti qui se réclament véritablement de l'Internationale de Lénine et non des roueries fausses de Litvinov et de la carence de Staline sur le terrain international, sauront prendre la défense de Trotsky. Fraternellement.

X. — MEMBRE DU PARTI

Camarades, en réponse aux ignobles excitations et provocations du Bureau Politique du Parti Communiste, de M. Magnien et de P. L. Darnar, contre Léon Trotsky, pour prendre les mesures indispensables de sécurité pour l'ancien chef de l'Armée Rouge évincé par les bureaucrates, nous prenons l'initiative d'une souscription que nous vous demandons d'insérer dans la prochaine « Joint 15 fr. »

TROIS CAMARADES DE L'A. E. A. R.

Membre du Parti, militant dans plusieurs organisations, je considère de mon devoir de apporter ma solidarité effective au moment où le camarade Trotsky se trouve en France. L'infâme campagne menée par le Parti dans l'*Humanité*, les calomnies les plus invraisemblables, la lamentable pauvreté des « arguments », la déformation systématique apportée à la pensée et aux actes de Trotsky appellent une rigoureuse réponse de tous les communistes encore capables de penser en marxistes et non de s'en tenir aux « dogmes » orthodoxes.

Les répugnants papiers de Darnar, la note du Bureau Politique sont dignes des plus abjects provocateurs. Et c'est en plus faire montre de la plus grande lâcheté que de faire cette provocation à l'abri de « la classe ouvrière ». Le B. P. doit être tenu directement responsable de ce qui peut advenir au cam. Trotsky. Nous serons encore quelque temps à ne pas tolérer un coup de force contre Trotsky. Un appareil dirigeant réduit à employer de tels moyens se caractérise lui-même.

...Nous sommes encore nombreux dans le parti, quoique non ralliés à l'opposition, à lutter pour la juste ligne léniniste, pour la compréhension des événements.

Ci-joint 20 fr. pour le soutien du camarade Trotsky. Saluts révolutionnaires.

Voici quelques lettres parmi celles que nous avons reçues. Combien les rédacteurs de l'*Humanité* en ont-ils reçus? La clique stalinienne restera marquée au fer rouge par ses ignominies.

X. — MEMBRE DU PARTI

Nouveau déchaînement de terreur sanglante en Allemagne

L'opposition de gauche et la lutte contre le fascisme

Le 22 juillet 1933, à une allure folle, correspondant à la folie de Goering, celui-ci se précipita à Berlin, rassembla ses bandes d'assassins et édicta la loi suivante :

Sera puni de mort, de travaux forcés à perpétuité ou de travaux forcés jusqu'à 15 ans :

Celui qui tue avec préméditation un employé, un agent de police, un homme des sections d'assaut,

Celui qui appelle au meurtre ou prend un engagement au meurtre.

CELUI QUI INTRODUIT DE L'ÉTRANGER OU S'APPRETRE À INTRODUIRE DES ÉCRITS IMPRIMÉS AYANT UN CONTENU POLITIQUE.

A côté des peines principales il y a des peines accessoires, qui sont :

La perte de toute subvention publique du Reich, des pays et des communes pour le condamné et pour les membres de sa famille.

Ces lois dépassent tout ce qu'on a fait jusqu'ici dans les divers états à dictature fasciste.

Tout ouvrier qui ose défendre son opinion contraire à l'opinion officielle, est condamné à mort. Cela ne suffit pas à la bande d'assassins; elle veut en outre vouer à la famine la famille de l'accusé, sa femme et ses enfants.

Les enfants de l'ouvrier conscient doivent mourir parce que leur père lutte pour une meilleure humanité. Cette loi tend à faire des familles de l'ouvrier un frein qui doit le retenir de son devoir révolutionnaire. Mais c'est le contraire qui arrivera. La peine capitale ne suffit pas, le fascisme veut détruire toute la population laborieuse.

Malgré ses lourdes peines, la loi n'empêchera pas la volonté de lutte de la classe ouvrière.

Quoique le travail soit entravé pour un temps, le fascisme ne réussira pas à le paralyser à la longue. Nous rappelons seulement les jours qui suivirent l'incendie du Reichstag où beaucoup furent assassinés pour leur travail révolutionnaire. Mais peu de jours après déjà le travail continua.

Deux jours après l'incendie du Reichstag, l'opposition de gauche a fait sortir un tract qui fut distribué presque dans toute l'Allemagne.

Cette fois aussi, malgré les lourdes peines, le prolétariat révolutionnaire fera son devoir. Pendant ces jours, la haine contre le trahison social-démocrate et contre la bureaucratie du P. C. A. va en augmentant encore. Car c'est par leur faute que la classe ouvrière traverse aujourd'hui ces tortures. C'est au prix de leur propre sang que les ouvriers révolutionnaires tirent les leçons de la victoire du prolétariat.

L'héroïsme des militants communistes ainsi que des socialistes indépendants et autre est immense. Déjà, les camarades du P. C. A. ont pas mal appris. La « Basler Rundschau » reproduit fidèlement un fac simile de l'organe des fonctionnaires du P. C. A. de Berlin, « Der Funke »; mais elle oublie de dire aux communistes hors d'Allemagne quel est le contenu de

ce journal. Nous ne voulons pas cacher aux ouvriers ce que la bureaucratie du P. C. A. qui déjà se détache de ses cadres inférieurs leur fait. Nous y lisons :

A l'époque actuelle, notre perspective est la résurrection du P. C. A. A l'intérieur du parti, il y a deux ailes, deux lignes, deux centres politiques, deux programmes. Ou bien l'aile gauche réussira à écarter la politique poursuivie jusqu'à présent et ses représentants, ou bien les nouvelles conséquences de cette politique néfaste ravivront définitivement au parti sa position de dirigeant du prolétariat. A ce sujet, la décision n'est pas encore venue. Ce jugement sera rendu qu'au cours de la démonstration qui se fera pendant la vague ascendante de la lutte de classes.

Voilà un langage sans équivoque ! On peut lire la même chose dans beaucoup d'organes du parti. Notre tâche consiste à aider les ouvriers du parti à poursuivre dans cette voie.

La voix de la critique est devenue tellement forte ces temps derniers que le C. C. du P. C. A. s'est vu dans l'obligation d'interdire tous les organes locaux qui ne tiennent pas le langage voulu. Il s'en suit que ces derniers temps il paraît moins de matériel, car les ouvriers n'ont pas encore le courage d'élever leur voix même contre la volonté du C. C. Cela aussi changera. La bureaucratie fait passer tout acte révolutionnaire, tout travail révolutionnaire, commencent à être interdits.

Mais, en réalité, messieurs, les choses ne sont pas telles que vous vous les imaginez. Dans l'front antifasciste, les membres du P. C. A., socialistes et opposition de gauche, du S. A. P., des brandenburgiens, se trouvent dans le même front et luttent héroïquement contre le fascisme. Les forces oppositionalistes gagnent du terrain, surtout parmi les membres du parti. Le parti sent que la terre brûle sous ses pieds. Il s'aperçoit que ses adhérents changent d'orientation. Ainsi par exemple à Francfort, le P. C. A. donné ordre de frapper les camarades oppositionalistes s'ils distribuent du matériel.

Voici le mot d'ordre qui n'est pas obéi, lancé par les bureaucrates : « Batalez les groupes ennemis et les clubs de discussion des trotskystes, des brandenburgiens du S.A.P., qui par leur attitude contre-révolutionnaire, par la calomnie et des bruits contre le parti et sa direction, veulent porter la décomposition et la confusion dans la classe ouvrière. L'attitude de ces ennemis de la révolution résulte de leur méfiance à l'égard de la force de la classe ouvrière, de leur capitulation honteuse devant la terreur fasciste. »

Entre part les phrases citées ci-dessus ont deux sens. 1^o Elles dénotent la peur qu'inspire aux bureaucrates la force de l'opposition.

2^o Elles démontrent la croissance des forces oppositionalistes, et la disparition de l'influence de la bureaucratie. Une phrase telle que celle-ci : « L'attitude de ces ennemis de la révolution résulte de leur méfiance à l'égard de la force de la classe ouvrière, de leur capitulation honteuse devant la terreur fasciste. »

ne fait que faciliter le travail de l'opposition et éclairer les camarades.

Chaque ouvrier conscient sait trop bien que c'est justement l'opposition de gauche qui a lancé à temps ses avertissements contre le danger fasciste, ce qui est elle justement qui avait la plus grande confiance dans « la force de la classe ouvrière », qu'elle a lutté de toutes ses forces contre le honteux capitulation devant le fascisme. Déjà en 1931 le parti a capitulé, lorsque Remmele annonça triomphalement au Reichstag que « 24 heures après Hitler ce sera notre tour à nous ». C'est là que s'est révélé, complètement la capitulation devant le fascisme. La capitulation ouverte ne s'est produite qu'en 1933.

Nous n'avons qu'à demander à n'importe quel ouvrier et Allemand : quels étaient ceux qui avaient une « profonde méfiance à l'égard de la classe ouvrière » ? La réponse est celle-ci : la direction du parti socialiste et du P.C.A. Qui la direction du parti socialiste et capitulé étaient ceux qui ont « honteusement capitulé devant le fascisme » ? Tout ouvrier répondra : devant la lutte pour la dictature du prolétariat, comme Heckert voudrait le faire croire, mais d'empêcher la victoire du fascisme et pour cette lutte tous les ouvriers de toutes les tendances et de tous les camps étaient prêts. Cela la bureaucratie du P.C.A. ne peut pas l'ignorer.

CONTRE TROTSKY, HITLER ET GERING. FRONT UN SEUL FRONT AVEC L'HUMANITÉ. Au début de juin 1933, le *Voelkische Beobachter*, organe central des fascistes allemands écrivait ceci :

« Trotsky, l'organisateur de l'Armée rouge, le bourreau du peuple russe (c'est-à-dire de la contre-révolution russe) a été pour quelque chose dans ce qui s'est passé en Allemagne. Trotsky fut l'organisateur des anti-fascistes, des assassins de l'armée brune. S'il parvenait à prendre le dessus, nous ne tarderions pas à avoir le bolchevisme. C'est grâce à l'instinct des ouvriers (c'est-à-dire : grâce à la capitulation des dirigeants socialistes et communistes) que cela n'est pas arrivé. »

(Suite page 2).

La Ligue Communiste.

Léon Blum et le problème du pouvoir

(Suite de la page 1) tiques capitalistes, ils ont aboli le capitalisme et ont commencé à orienter la société vers le socialisme...

M. Blum dédaigne — un peu tard — les tentatives de ses amis de la social-démocratie qui, ayant forgé des constitutions démocratiques, capitulent devant le fascisme...

Le prolétariat français a besoin d'une force politique révolutionnaire, d'une organisation communiste vivante, pour affronter les événements et ne pas subir le sort du prolétariat allemand...

Contre les exclusions dans la C. G. T. U.

La pétition contre les exclusions pour délit de tendance a déjà été signée par des camarades de l'enseignement de différentes régions, des Métaux, de l'Habillement, des P. T. T., des Employés, des Vermeilleurs, etc...

Aux Abonnés de la Lutte de Classe

Les difficultés financières nous ont contraint à suspendre pour quelques mois la publication régulière de notre revue. Tel est la raison pour laquelle nous abonnés, n'ont plus rien reçu depuis plusieurs mois...

Mais pour cela nous avons besoin du soutien actif de tous. Dès à présent nous ouvrons une souscription spéciale, pour le fonds de la Lutte de Classes, pour la réimpression des septembrés de notre revue...

Nouveau déchainement de terreur sanglant en Allemagne

(Suite de la page 1) Voilà qu'écrivit le Voelkische Beobachter après une perquisition chez le camarade Z. On y a trouvé quelques brochures, des journaux et des lettres de Trotsky...

Donc, si, dans leur langage, Trotsky est qualifié de « contre-révolutionnaire », les ouvriers entendent par là juste le contraire. Les ouvriers savent que Trotsky a lutté pour la révolution, contre la contre-révolution...

Cela, croyons-nous, signifierait que les bureaucrates, les rédacteurs actuels de l'Humanité, les secrétaires du parti, seraient un beau jour balayés, et c'est justement cela qu'il est la « contre-révolution » pour ces gens...

C'est donc à juste titre qu'on peut actuellement faire usage de l'opinion ouvrière, car elle est partout la même. Nous reproduisons maintenant fidèlement l'attitude de l'ouvrier. Si les rédacteurs de l'Humanité ne sont pas disposés à y croire, nous pourrions donner les noms des camarades, et le parti pourrait le vérifier...

La réponse fut simple et claire : « Cette opinion, que Trotsky était un contre-révolutionnaire est née au moment où nous n'avions pas encore le fascisme, j'étais convaincu que Hitler arriverait au pouvoir et j'avais une confiance illimitée dans le Parti... »

DANS L'EMIGRATION ALLEMANDE Méthodes honteuses

Ces temps derniers il se passe à l'intérieur de l'émigration allemande des choses, qui méritent l'attention la plus large de toute la classe ouvrière. Les camarades qui, pour une raison quelconque ont éveillé la méfiance des bureaucrates, sont soumis par ceux-ci à des méthodes, contre lesquelles il faut protester énergiquement...

On convoque un camarade allemand au Secours Rouge. La on l'emène dans un cabinet très éloigné de la soustraire à un interrogatoire serré. On veut savoir quels sont les rapports des camarades avec les tendances oppositionnelles du P. C. et quels sont les journaux auxquels il collabore.

Au cours de l'interrogatoire menée par des fonctionnaires du Secours Rouge, on enlève à la lutte ; que « la lutte pour le pouvoir est l'exigence fondamentale du mouvement des travailleurs dans tous les pays capitalistes »...

Même les plus ignorants des bureaucrates ont remarqué que quelque chose n'allait pas. Au lieu de faire une véritable enquête sur les sources de ces révoltes et d'essayer d'enrayer la mauvaise façon de traiter les émigrés, on s'empare du moyen tout-puissant des stalinistes qui consiste à envoyer un bouc émissaire dans le désert...

Mais les bureaucrates se trompent. Pensent-ils vraiment qu'il suffit de diffamer un camarade pour transformer en enthousiasme rayonnant le mécontentement qu'il y a parmi les masses contre la politique de la III^e Internatio-

Le Congrès de la Fédération de l'enseignement de l'enseignement s'ouvre à Reims

Les 5, 6 et 7 août se tient le Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, la seule Fédération de la C. G. T. U., sur laquelle les staliniens n'ont pas la mainmise.

Ce Congrès va se tenir dans une période d'une importance exceptionnelle. D'abord, la situation du mouvement ouvrier international s'est profondément modifiée depuis le précédent Congrès (à Bordeaux, l'année dernière). A Bordeaux, la direction fédérale avait tenté vainement d'attirer l'attention de la C. G. T. U. sur les menaces du fascisme allemand...

Ensuite, la situation de la C. G. T. U. est extrêmement grave. Il est inutile de se cacher la situation. Le déclin de la C. G. T. U. s'accroît. Le 7^e Congrès se prépare à n'être qu'une parade où toute discussion de tendance sera étouffée. Les dirigeants confédéraux s'apprêtent à faire subir à la F. de l'Enseignement le même sort qu'aux minoritaires de 1929-30 : les chasser. Nous apprenons des preuves formelles à ce sujet...

« l'accusé » tous les papiers qu'il a en poche, même ceux qui sont d'ordre purement privé. En même temps on fait perquisitionner sa chambre, en quête de matériel à charge. On confisque les papiers pour les traduire. Ensuite on laisse partir le camarade sans lui rendre ses papiers.

Voici les faits, rapportés objectivement. Il faut observer que cette action policière contre le camarade avait été justifiée si celui-ci avait été soupçonné d'être un mouchard. Alors on pourrait approuver à juste titre cette méthode d'auto-défense de la classe ouvrière contre le mouchardage. Mais les camarades qui faisaient l'interrogatoire déclaraient eux-mêmes qu'il s'agissait seulement de constater les relations avec les trotskystes ou des anarchistes.

Le S. R. I. est réputé comme une organisation de l'ensemble du prolétariat révolutionnaire et, selon ses statuts il doit soutenir tout ouvrier tombé, au cours de son service pour le mouvement, aux mains de la justice de classe.

Mais il y a une autre chose encore dont il faut parler et qui est au fond de tout cela. Il est notoire que toute l'émigration est très désagréable au S. R. I. qui aimera mieux renvoyer tous les camarades en Allemagne. La façon bureaucratique dont on se débarrasse des camarades à renforcé le mécontentement de l'émigration à tout égard. Une colère justifiée se fait jour chez les camarades, forcés d'attendre pendant des heures pour obtenir leur maigre soutien et qui sont obligés d'accepter par dessus le marché les grossièretés et des insultes, surtout de la part des représentants allemands du S. R. I.

Même les plus ignorants des bureaucrates ont remarqué que quelque chose n'allait pas. Au lieu de faire une véritable enquête sur les sources de ces révoltes et d'essayer d'enrayer la mauvaise façon de traiter les émigrés, on s'empare du moyen tout-puissant des stalinistes qui consiste à envoyer un bouc émissaire dans le désert. Donc il faut attaquer l'ennemi principal ; à côté des social-fascistes, ce sont les trotskystes. Comme celui qui cherche trouve toujours, on s'empare d'un de ces contre-révolutionnaires et s'empare de son procès. Mais pour trouver du prétexte coup de bon, il fallait le secours d'un petit dénonciateur, qui maintenant, en guise de remerciement pour les services rendus à la révolution a reçu un petit poste dans l'appareil.

Mais les bureaucrates se trompent. Pensent-ils vraiment qu'il suffit de diffamer un camarade pour transformer en enthousiasme rayonnant le mécontentement qu'il y a parmi les masses contre la politique de la III^e Internatio-

C'est pourquoi le représentant de la C. G. T. U. à Reims devra être mis au pied du mur de s'expliquer sur les préparatifs du 7^e Congrès. Il devra s'expliquer à fond sur l'unité syndicale. Cette question domine actuellement toutes les autres pour l'avenir de la Fédération.

Enfin, les menaces contre le personnel enseignant se précisent à nouveau. Les nouvelles diminutions de traitements, indemnités, etc., se préparent pour la rentrée. Est-ce le moment que choisissent les staliniens pour rompre la discipline fédérale, briser la lutte de la Fédération ?

A ces questions, le Congrès de Reims devra répondre. Nous pensons qu'il n'est pas de trop de souligner qu'après quatre années de lutte intense, et au moment où la fraction stalinienne joue ses dernières cartes, c'est réellement le sort de la Fédération qui est en jeu. Les staliniens préféreront l'étranger ou la scinder, plutôt que de tolérer sa direction oppositionnelle.

Nous voulons contribuer à déjouer ce plan, à engager la Fédération dans la voie d'une propagande hardie pour l'unité syndicale, à déclencher une campagne contre les méthodes du bureau confédéral qui oblige le 7^e Congrès à poser cette question que ses promoteurs veulent éluder : OUI OU NON, LAISSERONS-NOUS FAIRE EN FRANCE LA MEME POLITIQUE DE SYNDICATS ROUGES, D'ISOLEMENT, DE SECTARISME BUREAUCRATIQUE QUI A CONTRIBUE SI FORTEMENT A LA DEFAITE PROLETARIENNE EN ALLEMAGNE ?

« l'accusé » tous les papiers qu'il a en poche, même ceux qui sont d'ordre purement privé. En même temps on fait perquisitionner sa chambre, en quête de matériel à charge. On confisque les papiers pour les traduire. Ensuite on laisse partir le camarade sans lui rendre ses papiers.

Voici les faits, rapportés objectivement. Il faut observer que cette action policière contre le camarade avait été justifiée si celui-ci avait été soupçonné d'être un mouchard. Alors on pourrait approuver à juste titre cette méthode d'auto-défense de la classe ouvrière contre le mouchardage. Mais les camarades qui faisaient l'interrogatoire déclaraient eux-mêmes qu'il s'agissait seulement de constater les relations avec les trotskystes ou des anarchistes.

Le S. R. I. est réputé comme une organisation de l'ensemble du prolétariat révolutionnaire et, selon ses statuts il doit soutenir tout ouvrier tombé, au cours de son service pour le mouvement, aux mains de la justice de classe.

Mais il y a une autre chose encore dont il faut parler et qui est au fond de tout cela. Il est notoire que toute l'émigration est très désagréable au S. R. I. qui aimera mieux renvoyer tous les camarades en Allemagne. La façon bureaucratique dont on se débarrasse des camarades à renforcé le mécontentement de l'émigration à tout égard. Une colère justifiée se fait jour chez les camarades, forcés d'attendre pendant des heures pour obtenir leur maigre soutien et qui sont obligés d'accepter par dessus le marché les grossièretés et des insultes, surtout de la part des représentants allemands du S. R. I.

Même les plus ignorants des bureaucrates ont remarqué que quelque chose n'allait pas. Au lieu de faire une véritable enquête sur les sources de ces révoltes et d'essayer d'enrayer la mauvaise façon de traiter les émigrés, on s'empare du moyen tout-puissant des stalinistes qui consiste à envoyer un bouc émissaire dans le désert. Donc il faut attaquer l'ennemi principal ; à côté des social-fascistes, ce sont les trotskystes. Comme celui qui cherche trouve toujours, on s'empare d'un de ces contre-révolutionnaires et s'empare de son procès. Mais pour trouver du prétexte coup de bon, il fallait le secours d'un petit dénonciateur, qui maintenant, en guise de remerciement pour les services rendus à la révolution a reçu un petit poste dans l'appareil.

Mais les bureaucrates se trompent. Pensent-ils vraiment qu'il suffit de diffamer un camarade pour transformer en enthousiasme rayonnant le mécontentement qu'il y a parmi les masses contre la politique de la III^e Internatio-

Mais les bureaucrates se trompent. Pensent-ils vraiment qu'il suffit de diffamer un camarade pour transformer en enthousiasme rayonnant le mécontentement qu'il y a parmi les masses contre la politique de la III^e Internatio-

Mais les bureaucrates se trompent. Pensent-ils vraiment qu'il suffit de diffamer un camarade pour transformer en enthousiasme rayonnant le mécontentement qu'il y a parmi les masses contre la politique de la III^e Internatio-

PARMI NOS LETTRES

SALUT A TROTSKY

Extrait d'une lettre d'un camarade corse : « Je me réjouis d'apprendre que le camarade Trotsky va séjourner en Corse; dès que je serai son adresse, je lui écrirai pour lui souhaiter la bienvenue dans mon pays et lui dire avec quel dégoût je lis les ignominies de l'Humanité à son égard. »

D'une camarade du Finistère : « Voici que Trotsky a débarqué en France aujourd'hui. Je souhaite de toutes mes forces que son séjour chez nous soit heureux et lui permette de poursuivre la tâche qu'il s'est tracée. »

LES EXCLUSIONS DE LA C.G.T.U.

A l'Assemblée du Syndicat de l'Enseignement (Nord), j'ai parlé des exclusions du bâtiment. Calas, secrétaire régional du P. C., a déclaré ne rien savoir de cela.

Si Calas veut des renseignements, qu'il lise la Vérité du début de juin qui publie les décisions officielles d'exclusion.

LE REDRESSEMENT DU PARTI COMMUNISTE

Je considère que la Vérité fait du travail utile d'éclaircissement, sur la tactique néfaste menée par le P.C. et l'I.C. depuis quelques années, mais je ne suis pas tout à fait d'accord sur les remèdes à apporter. Si la Ligue Communiste veut progresser, il faut qu'elle se débarrasse de son sectarisme, survivance du stalinisme du P.C.F., et établisse un programme de rassemblement des forces communistes sur une base plus large...

De toutes façons, dans la période actuelle, tous les divers courants d'opposition doivent rechercher tout ce qui les unit et travailler si possible en commun chaque fois qu'il est possible.

Nous espérons que le camarade Vaquez examinera les documents que nous publions en vue de notre conférence nationale, et qui aideront, au rassemblement des communistes.

SUR LA VERITE

Le camarade Debraeye (Nord) nous écrit : « La Vie Syndicale prend trop de place. Ou alors c'est qu'elle est rédigée de façon à laisser croire qu'il s'agit de polémiques portant surtout sur des personnes. J'ajoute aussi qu'elle se borne trop souvent à la réaction parisienne. »

Une erreur colossale, de l'avis de tous nos amis, plus ou moins sympathisants au trotskysme, la publication dans le Popu du communisme de la Ligue à la suite de Pleyel.

En réalité notre rubrique syndicale est trop peu fournie en notes concernant l'activité syndicale. Nous y mènerions peu à peu, si nous correspondants nous y aident.

Quant aux communistes à la presse, ils sont très naturels. Lorsque nous faisons un communiqué, nous l'envoyons à toute la presse. COMMUNIQUE L'AGENCE TASS, comme la « Correspondance Internationale », etc. Que l'Humanité ne l'insère pas rien d'étonnant. Mais ce n'est pas une raison pour empêcher le « Populaire » de le publier.

NOTRE PHOTOGRAPHIE PUBLIEE LA SEMAINE DERNIERE dans la Vérité groupait autour de L. Trotsky les collaborateurs au Commissariat à la guerre (en 1925) à gauche Grégoire Boulton, fusillé par Staline; à droite, Glazman, qui mourut en déportation. Debout au-dessus de Glazman, Semour, actuellement en déportation. Enfin, tout à fait à droite, Blumkine, qui fut fusillé par Staline en 1930.

Voici un tract de la Coopération : la Famille Nouvelle. En libre : « Il est de plus en plus difficile de vivre. Comme exemple : « Les taxes sur les conserves, langouste, homard, passent de 68 francs à 120 francs. Les crabes, de 42 francs 50 à 85 francs. » Tout ça parce que le gouvernement « favorise la venue du plus grand (3) régénéral de la Révolution russe. Trotsky, au moment où il signe des (3) pactes de non agression, avec la République Soviétique. » Conclusion : « Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

UN TRACT... « Voici un tract de la Coopération : la Famille Nouvelle. En libre : « Il est de plus en plus difficile de vivre. Comme exemple : « Les taxes sur les conserves, langouste, homard, passent de 68 francs à 120 francs. Les crabes, de 42 francs 50 à 85 francs. » Tout ça parce que le gouvernement « favorise la venue du plus grand (3) régénéral de la Révolution russe. Trotsky, au moment où il signe des (3) pactes de non agression, avec la République Soviétique. » Conclusion : « Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

« Le premier août, manifestez dans vos usines... » Sans commentaires.

La Social-Démocratie Italienne à la Conférence Socialiste Internationale

La résolution élaborée par la direction du P.S.I. (Section de l'I.O.S.) en vue de la Conférence internationale convoquée à Paris, le 21 août, si elle exprime et reflète le besoin de « solutions nouvelles » qui travaillent présentement les masses socialistes, n'est au fond qu'une « restauration » de l'empirisme vulgaire du vieux centrisme italien, qui s'appela jadis « intégralisme » et qui — tout particulièrement — est son incarnation dans le « serratismo » de 1919-1922. (Ce n'est pas pour rien que — après la disparition des « vieux » (Turati, Trèves) — à la direction de la Section italienne de l'I.O.S., prédominent aujourd'hui les épigones anciens du « serratismo ».)

Tout le document qui nous occupe, publié dans « l'Avanti » de Zurich, du 8 juillet, témoigne de l'effort de concilier — vis-à-vis de tous les problèmes — le marxisme avec l'opportunisme, la politique prolétarienne avec la politique bourgeoise.

Il en est ainsi d'abord, pour les problèmes du fascisme en Allemagne. « Rien ne serait plus anti-historique — dit-on — que de vouloir expliquer les événements d'un pays suivant la trahison de Tizio ou Caius ». En effet, il ne s'agit nullement d'expliquer la défaite de la révolution allemande et la victoire du fascisme hitlérien, par la trahison de « monsieur Un-Tel » ou « du citoyen Un-Tel ».

succès de la révolution prolétarienne, alors que c'est la carence du facteur subjectif, d'un parti révolutionnaire capable d'amener le prolétariat à la victoire.

C'est donc principalement dans la trahison de la social-démocratie, dans l'abandon de la part de la social-démocratie des méthodes de luites prolétariennes qu'il faut chercher la cause de la défaite de la révolution allemande et, par suite, des succès de la contre-révolution fasciste. Cela veut dire reconnaître que la révolution allemande ne pouvait triompher que par la méthode et la politique du bolchevisme internationaliste, par la méthode et la politique qui assurèrent la victoire de la Révolution d'Octobre et donnèrent naissance à l'Internationale communiste.

C'est seulement en se plaçant sous cet angle historique qu'on comprend notre critique envers le stalinisme responsable par sa politique anti-léoniste, par sa politique « centrée » (envelopée de phrases révolutionnaires, mais gardant un contenu réel opportuniste), d'avoir permis à la social-démocratie de mener sa politique de trahison jusqu'à son dernier crime d'abdication devant Hitler sans pour cela être évincé des masses gagnées à la lutte révolutionnaire.

La tâche des communistes-marxistes ne peut toutefois consister seulement à opposer la justice de leurs méthodes et de leurs idées aux fausses méthodes et aux fausses idées de la social-démocratie. On ne peut pas plus croire que ce qui, l'histoire nous démontre jusqu'à quel point la classe ouvrière peut rétrograder si elle ne sait, par une lutte incessante, renouveler et étendre ses conquêtes. Pour le communisme aussi, cette régression est visible sur tous les points du globe. Il ne suffit pas au communisme, pour vivre, de se païsser des titres acquis par le Parti et l'Internationale de Lénine avec les conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Le communisme avancera et se renforcera à la condition qu'il ne reste pas en arrière sur la vie et sur l'évolution réelle ; c'est-à-dire à la condition qu'il sache se démontrer un facteur progressif permanent, un facteur de propulsion en avant de la classe ouvrière et non pas une force de conservatisme, ce qu'en veut faire la bureaucratie stalinienne.

C'est pourquoi ce serait une erreur de négliger ce qui se passe dans les Partis de l'Internationale socialiste, sous prétexte que « la social-démocratie est morte ».

C'est depuis 1914 que la social-démocratie est morte comme parti politique de la classe ouvrière. Néanmoins c'est cette social-démocratie qui entraîne derrière elle encore aujourd'hui la plus grande partie de la classe ouvrière dans le monde. Et à ce fait, sans doute — n'est pas étranger le stalinisme. La social-démocratie est bien morte, il est vrai, mais ce mort ne peut être évincé par les manifestations qui émanent de la bureaucratie stalinienne et qui attestent qu'elle aussi n'est plus vivante.

C'est pourquoi les communistes italiens qui poursuivent ce but doivent s'employer à exiger de leur direction et de la direction internationale qu'elles se prononcent favorablement à la proposition adoptée par les socialistes italiens de convoquer :

1° Une réunion commune des deux Internationales, socialiste et communiste pour étudier « les modalités de l'action commune du prolétariat » ;

La tâche des communistes-marxistes ne peut toutefois consister seulement à opposer la justice de leurs méthodes et de leurs idées aux fausses méthodes et aux fausses idées de la social-démocratie. On ne peut pas plus croire que ce qui, l'histoire nous démontre jusqu'à quel point la classe ouvrière peut rétrograder si elle ne sait, par une lutte incessante, renouveler et étendre ses conquêtes. Pour le communisme aussi, cette régression est visible sur tous les points du globe. Il ne suffit pas au communisme, pour vivre, de se païsser des titres acquis par le Parti et l'Internationale de Lénine avec les conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Le communisme avancera et se renforcera à la condition qu'il ne reste pas en arrière sur la vie et sur l'évolution réelle ; c'est-à-dire à la condition qu'il sache se démontrer un facteur progressif permanent, un facteur de propulsion en avant de la classe ouvrière et non pas une force de conservatisme, ce qu'en veut faire la bureaucratie stalinienne.

C'est pourquoi ce serait une erreur de négliger ce qui se passe dans les Partis de l'Internationale socialiste, sous prétexte que « la social-démocratie est morte ».

C'est depuis 1914 que la social-démocratie est morte comme parti politique de la classe ouvrière. Néanmoins c'est cette social-démocratie qui entraîne derrière elle encore aujourd'hui la plus grande partie de la classe ouvrière dans le monde. Et à ce fait, sans doute — n'est pas étranger le stalinisme. La social-démocratie est bien morte, il est vrai, mais ce mort ne peut être évincé par les manifestations qui émanent de la bureaucratie stalinienne et qui attestent qu'elle aussi n'est plus vivante.

C'est pourquoi les communistes italiens qui poursuivent ce but doivent s'employer à exiger de leur direction et de la direction internationale qu'elles se prononcent favorablement à la proposition adoptée par les socialistes italiens de convoquer :

1° Une réunion commune des deux Internationales, socialiste et communiste pour étudier « les modalités de l'action commune du prolétariat » ;

2° Une conférence internationale de toutes les organisations anti-fascistes et anti-capitalistes afin de fixer les objectifs immédiats et concrets de la contre-offensive des masses.

Si la direction stalinienne n'avait pas abandonné le chemin de Lénine, nous n'aurions pas assisté à ce fait humiliant pour les communistes, de laisser le drapeau de l'unité prolétarienne et de l'action internationale, dans les mains de « l'Internationale social-fasciste ». Réduire le bagage des communistes à dire que la social-démocratie a failli et ne mérite aucune confiance, c'est réduire le communisme à un simple article de foi. Il faut par l'action et dans l'action révolutionnaire, prouver que la social-démocratie demeure égale à elle-même. Rien donc à craindre de l'acceptation des propositions des socialistes italiens, mais, bien au contraire, on leur enverrait — à eux et à la social-démocratie internationale — une arme dont eux se servent pour garder leur pouvoir et leur influence sur les masses socialistes, aspirant à de nouvelles formes de luites.

Erratum. — Dans le précédent article, pas mal de coquilles se sont glissées dans la composition. Je rétablis deux points : 1° La minorité d'ouvriers qui continue la tradition du vieux marxisme italien (Parti du centre) se regroupe aujourd'hui autour de la direction de Balabanof et s'appelle, elle aussi, P.S.I. ; 2° La 011 est dite « un méfait politique », il était écrit « ses méfaits politiques », car c'est « ses méfaits politiques » que la social-démocratie — italienne et internationale — cherche à couvrir en renversant les responsabilités qu'elle porte de la scission ouvrière internationale.

Feroci.

Feroci. Imprimerie Centrale de la Bourse 117 rue Réaumur, Paris (2^e)

Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

Le Gérant : F. Frank.

LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE ET L'OPPOSITION DE GAUCHE

(Suite du précédent numéro)

Mais ce sont les *ouvriers manœuvres* qui constituent la catégorie embrassant le plus grand nombre (il faut y faire rentrer les *ouvriers agricoles*). Les mines, le textile, les ports, la métallurgie, les groupements. Toutefois, dans les nombreuses branches de production, les manœuvres se différencient difficilement des ouvriers semi-qualifiés ou même qualifiés. Ici se retrouve l'empreinte du caractère encore morcelé de l'industrie, de la multiplicité des petites entreprises, de la diversité des modes de salaire, etc. Les manœuvres constituent la grande armée des usines géantes, des bagnes industriels, des mines.

On peut considérer comme une masse à part les *jeunes et les femmes*, dont les salaires, même pour du travail qualifié, sont à un niveau très inférieur (textile, habillement, produits chimiques, etc.).

Après, viennent les *travailleurs immigrés*, dont le patronat s'acharne à faire un véritable sous-prolétaire, dont il ne veut plus se séparer, malgré le chômage étendu, parce qu'il le paye à des taux dérisoires et que l'organisation et la lutte lui sont rendues plus difficiles grâce aux chaînes et à la répression féroce. C'est par centaines de milliers que se comptent ces travailleurs (13) dont l'existence est le symbole même de la caducité et de l'infériorité du capitalisme français. C'est aussi pour cela qu'ils sont et seront un des facteurs principaux de révolutionnarisation.

Enfin, mordant sur ces diverses catégories, les *chômeurs* constituent une masse prolétarienne qui tend à devenir permanente (14). Dans tous les grands pays industriels du monde, l'armée des chômeurs constituait depuis la guerre un élément de composition permanent du prolétariat. En France, c'est seulement depuis la dernière crise que le chômage a pris à son tour ce caractère. Il est certain qu'il le gardera.

III. — L'évolution actuelle de la crise

Le 3^e congrès de l'I. C. déclarait, en 1921 : « Toute mesure sérieuse, tendant à rétablir l'équilibre capitaliste ébranlé plus encore l'équilibre déjà rompu des classes et donne un nouvel élan à la lutte révolutionnaire. La question de savoir si le capitalisme peut se régénérer devient par conséquent une question de lutte entre forces vivantes : celles des classes et celles des partis. Si, des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une, la dernière, renonçait à la lutte révolutionnaire, l'autre, la bourgeoisie, retrouverait en fin de compte, indubitablement, un nouvel équilibre capitaliste — équilibre de décomposition matérielle et morale — au moyen de nouvelles crises, de nouvelles guerres, de l'appauvrissement poursuivi de pays entiers et de la mort de dizaines de millions de travailleurs. »

Douze années plus tard, nous pouvons dire : évidemment, la classe ouvrière n'a pas renoncé à la lutte révolutionnaire, mais l'instrument de cette lutte, le parti communiste, a fait défaut et même — en Allemagne — il a fait une faillite complète. C'est la raison pour laquelle le capitalisme a pu conserver un « équilibre de décomposition matérielle et morale ». Cependant, ce que l'avant-garde prolétarienne n'a su faire, la crise économique mondiale le fait pour une large part : elle accélère le rythme de décomposition du capitalisme et ouvre de nouvelles chances de vaincre au prolétariat.

A plusieurs reprises, nous avons affirmé que « l'équilibre » des classes en France, qui avait survécu à la guerre et à l'après-guerre immédiate avait trouvé dans la crise mondiale son plus puissant destructeur. La crise mondiale fut le révélateur du capitalisme français. En 1922, le 4^e congrès de l'I. C. déclarait que « la base économique de la France, sa petite population dominée de plus en plus, son énorme dette intérieure et extérieure et sa dépendance économique à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique ne donnent pas un fondement suffisant à sa soi-disant inextinguible d'expansion impérialiste ». C'était pleinement justifié comme perspective. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une période où la France voit tous les jours se rétrécir ses avantages, son hégémonie minée et les conflits de classes surgir et se développer précisément grâce à la ruine de cette hégémonie et à la pression de ses rivaux. Malgré les ressources encore puissantes de sa diplomatie, de sa finance, de ses trais militaires secrets — le sort fatal est là : *Versailles est la soute à explosifs qui jettera à bas son premier bénéficiaire* : l'appui périphérique de la France, Pologne, Petite Entente, est en pleine décomposition. La plupart de ces Etats débiteurs de la France ont proclamé le moratoire des dettes extérieures. La crise agraire y atteint une intensité incomparable et du point de vue commercial la France ne peut rien pour les aider. Malgré la dictature militaire, les masses populaires sont en révolte perpétuelle. *L'écrasement de cette « ceinture » d'Etats vassaux sera l'un des signes décisifs de la crise révolutionnaire française*. Dans l'avenir, c'est seulement par la guerre que la France pourrait essayer de défendre ses privilèges internationaux.

Dans l'Empire colonial, la crise est profonde. Ici encore, les visées impérialistes de la France dépassent ses possibilités économiques. Maintenus dans l'esclavage en Indochine, en Afrique, les populations coloniales représentent non pas une possibilité « d'autarchie », mais un poids énorme pour la bourgeoisie. La crise qui étrangle les marchés l'oblige à chercher à en tirer le meilleur profit. Mais le capitalisme ne peut détourner capricieusement son histoire : les capitaux français vont plutôt dans les pays semi-coloniaux d'Europe, que dans ses colonies propres. La crise mondiale contraint la métropole à se tourner plus encore vers son domaine colonial : de cette nécessité surgissent les soulèvements des peuples soumis.

Dans la métropole même, la crise a sapé l'assiette traditionnelle des classes. Cette crise a été le prétexte qui a fait éclater une série de ces disproportions, de ces contradictions accumulées qui traieront la voie à la révolution en France. Il va de soi que la situation internationale, l'évolution de la crise à l'échelle mondiale, les possibilités de guerre, le succès de la révolution ou de la contre-révolution en Europe, le sort de l'U.R.S.S., auront des répercussions capitales sur l'allure du mouvement en France même.

Comment se présente actuellement l'évolution de la conjoncture ? Au mois de janvier, la résolution de la C. E. disait : « Une série d'indices montrent que l'économie mondiale est arrivée à un palier. Ce palier, cet état de dépression stagnante, signifiera-t-il un entr'acte avant une nouvelle chute, ou bien marque-t-il le point le plus bas atteint par cette crise cyclique prise dans son ensemble — c'est ce qu'on ne peut préciser jusqu'à présent... Aussi sont pour le moins déjà données actuellement les prémisses pour une reprise partielle, qui s'est déjà vérifiée dans certaines branches de la production (textiles, métallurgie), mais qui a été contredite dans d'autres (pétrole, production agricole). »

Les mois écoulés depuis n'ont pas considérablement modifié l'état de choses (15). L'économie mondiale est secouée de soubresauts. Mais prise dans son en-

Thèses présentées par la C. E. de la Ligue pour la Conférence Nationale

semble, elle n'a pas accusé une chute nouvelle de la production, ni des échanges, ni une augmentation du chômage. Cela ne signifie évidemment ni un retour à la « prospérité », ni même une réanimation quelque peu substantielle, mais cela signifie qu'une série de facteurs, économiques, politiques et sociaux, ont facilité l'accès vers la dépression simple. L'attitude des principaux impérialismes à la Conférence de Londres s'en est ressentie : loin d'améliorer les rapports internationaux, la stabilisation de la dépression a exacerbé la concurrence mondiale et la lutte pour les débouchés. Du même coup, elle prépare un nouveau cycle de conflits sociaux.

La situation présente dicte donc à la bourgeoisie française des devoirs précis : s'armer pour la lutte acharnée imposée par l'état actuel du marché. Ce ne sont pas les réserves d'or qui commandent, c'est la capacité d'exportation. De là découle la dévalorisation du sterling, puis celle du dollar. Prétendre que la France pouvait rester à la longue à l'écart de cette course, c'est supposer que la bourgeoisie se priverait délibérément d'une des armes essentielles de la lutte.

Dans le domaine intérieur, nous assistons aux phénomènes suivants :

1^o La grande industrie dominante cherche les commandes intérieures (armements, grands travaux), les facilités d'exportation, la production la moins coûteuse. Les banques encouragent les grands travaux, qui nécessitent l'emprunt garanti par l'Etat. Le Comité des Forges, des Houillères, etc., dirigent activement cette politique. La Fédération républicaine (Marin), le groupe Flandin (Républicains de gauche) et le Centre républicain de Tardieu l'appuient. Ils exigent la déflation par la baisse des salaires et des traitements, l'abolition des Assurances sociales, l'augmentation des impôts indirects sur la consommation, un budget en équilibre. Ce sont les partisans de « l'Etat fort », des décrets-lois, de la réforme de la Constitution de 1875 dans le sens d'un accroissement de l'autorité indépendante du pouvoir exécutif et de la répression anti-prolétarienne.

Cependant, un courant (Banque de France, Banque de dépôts) lutte avant tout pour le maintien à tout prix de l'étalon-or, la déflation à outrance et la suppression radicale des dépenses sociales — c'est-à-dire pour le maintien de leur crédit parmi les millions de petits épargnants, base de leur puissance : un autre représenté par les industries d'exportation accepte un certain processus d'inflation, combiné avec la « pénitence » pour les travailleurs.

2^o Une catégorie particulière a été représentée par les compagnies de navigation, les constructions maritimes, dont le sort est directement lié à l'évolution du commerce international, et qui demandent le soutien de l'Etat. Ces courants se sont abrégés derrière le ministère radical, qui leur a été complaisant.

3^o Le capitalisme agraire se trouve dans une situation ambiguë. Protéger l'agriculture, c'est défavoriser l'industrie. C'est pourquoi il s'est placé pendant une certaine période derrière le parti radical. Mais l'accentuation de la crise agraire aiguise ses difficultés. Il va alors jusqu'à chercher une issue dans le parti agraire, qui dupe le petit paysan, qui cherche à intimider l'industrie, mais veut une protection, des subsides, et exige pour cela la lutte contre les « bidonvillages », les fonctionnaires, les travailleurs, etc. Le parti agraire, ainsi que les gros fermiers qui soutiennent les partis de droite, sont aussi les partisans de « l'Etat fort », c'est-à-dire d'une variante nouvelle et conforme à la situation nationale du bonapartisme.

4^o La situation actuelle n'ouvre à la petite bourgeoisie que des perspectives négligeables. L'expérience lui montre que les partis de gauche sont toujours plus incapables de la soulager. L'impôt l'écrase ; la baisse des traitements l'appauvrit ; l'affaiblissement des transactions et du commerce l'anémie ; l'hypothèque la ruine. Son sort est sans espoir (16). La domination traditionnelle des partis de gauche sur cette masse est ébranlée. Les classes intermédiaires étaient reliées antérieurement au grand capital par les partis radicaux, les différentes nuances de partis républicains-socialistes et, depuis la guerre, par toute une aile de la social-démocratie. Ce circuit est en train de varier et de chercher une voie nouvelle par le fascisme.

Cependant, ces intérêts parcelaires agissent comme un protoplasme qui prolifère dans deux sens : d'un côté il fournit encore des adhérents au parti socialiste et à la démocratie parlementaire, et, de l'autre, il nourrit les courants profonds du fascisme. Des partis comme les « démocrates populaires » essaient de gagner sur la base pacifiste et confessionnelle catholique certaines couches petites-bourgeoises et même ouvrières. Tentative sans espoir que l'éroulement du Centre allemand ramène à ses proportions véritables.

5^o Les intérêts économiques du prolétariat devaient être défendus en première ligne par les syndicats. En réalité ils sont trahis par eux. La C. G. T., malgré un afflux (environ 900.000 adhérents) considérable ces dernières années endigue la volonté de résistance ouvrière au patronat. La C. G. T. U. faillit à sa tâche unitaire de rassemblement. Nous parleront plus loin des partis prolétariens, socialiste et communiste.

IV. — Démocratie, « Bonapartisme » et Fascisme

Entre la période d'ébranlement de la domination traditionnelle de la bourgeoisie et le moment où se pose immédiatement le problème du pouvoir un temps assez long peut se passer. La « sérénité » proverbiale de la 3^e République se trouble, mais une série d'étapes sont encore nécessaires avant que le dénouement soit proche. Cependant, il faut comprendre clairement le sens de l'évolution.

Du point de vue économique, la France était incapable d'échapper à la tourmente mondiale. Politiquement elle est aussi entraînée dans son orbite. La poursuite de la démocratie bourgeoise révèle la putréfaction du capitalisme. La période actuelle peut être caractérisée comme préparatoire. Les équilibres anciens se détruisent, les nouveaux ne sont pas encore trouvés.

Les trois ministères radicaux-socialistes (Herriot, Boncour, Daladier), et particulièrement le gouvernement actuel de Daladier, prennent place justement dans cet « interregne », où les classes et les partis ne sont pas lancés franchement dans une nouvelle étape de leur développement historique. Cette période s'est ouverte sous le signe d'un renouveau de la politique démocratique, d'une extension de la politique sociale ; elle s'est développée et s'achève en réalité comme une caricature grotesque du programme de « l'Etat fort », une pâle évocation, sous l'égide jacobin, de ce bonapartisme qui hante le souvenir de la bourgeoisie française.

Les classes dirigeantes mettent en avant un programme « d'épuration » du régime parlementaire.

Les industriels et les banquiers sont prêts à le mettre en application, mais à condition que les interrupteurs de leur volonté soient Tardieu, Paul Reynaud, etc., et non Daladier, ni même Herriot. Le gouvernement radical est instruit par l'expérience internationale du sort qui l'attend. C'est pourquoi Daladier s'est essayé aux gestes et attitudes du « pouvoir fort ». Il a menacé les agitateurs de droite, fait condamner quelques manifestants réactionnaires et même tenté d'obtenir des pouvoirs spéciaux en l'absence des Chambres (légalisation douanière). En même temps, il a rassuré la Banque par la fermeté de sa délégation à Londres dans la question de l'or, fait voter un budget lourd pour les travailleurs en jetant quelques miserables os aux socialistes, tenté d'apaiser le paysan par le prix minimum du blé. Devant l'Europe, il a utilisé la victoire du fascisme allemand pour attiser le chauvinisme sous couleur « d'antifascisme ».

Mais cette politique n'est faite que d'éclectisme et de contradictions mortelles. Les radicaux, derniers tenants du libéralisme, étaient partisans de l'abaissement des barrières douanières ; ils doivent les élever. Ils vantaient la politique des « hauts salaires », la lutte contre la vie chère ; ils président aux baisses des salaires et des traitements, ils maintiennent les hauts prix de détail. Ils voulaient les hauts prix agricoles ; ils enrayent à peine leur effondrement. Propagandistes de l'Union Européenne, ils développent le chauvinisme agressif. « Pacifistes », ils font la guerre aux colonies, la soutiennent en Asie et la préparent en Europe. Ils périsent de ces contradictions. S'essayant à l'autorité, les radicaux révèlent la crise de la démocratie. Mais la bourgeoisie foudroye déjà d'autres armes.

L'une des conséquences de la crise de l'appareil de la démocratie est l'existence d'un courant fasciste. Ce courant n'a encore trouvé ni son nom, ni ses chefs, ni ses cadres, ni son programme. Mais il possède déjà une raison d'être : 1^o dans la décomposition et l'irritation des classes moyennes de la ville et de la campagne, et, 2^o dans la nécessité où se trouve la grande bourgeoisie de canaliser cette irritation, de s'en servir pour effrayer le radical-socialisme et pour attaquer la classe ouvrière.

Dans la période présente, ce courant fasciste ne présente que des traits encore élémentaires. Il est né d'un côté par les campagnes de la Ligue des contribuables, du Comité de salut économique (protestations contre l'impôt, contre les assurances sociales, contre les traitements des fonctionnaires, etc.), de l'Association des commerçants détaillants, etc., par la propagande politique des groupements Coly (*Ami du Peuple*, la « Solidarité française »), qui développent l'esprit chauvin, l'agitation démagogique, le radicalisme et le jacobinisme « verbal ». C'est en France par excellence que le fascisme apparaît comme une « caricature du jacobinisme » (Trotsky). Là-dessus vient se greffer l'action des anciens combattants (Croix de fer, etc.), de divers groupes comme la République autoritaire. D'un autre côté, ce courant rejoint les groupements réactionnaires des Jeunes patriotes, voire de l'Action française. S'y agrègent aussi le « parti socialiste national » d'Hervé et les groupements de syndicats jaunes (C. G. T. P., Travail, L'Ouvrier Français, etc.). Le parti agraire le côtoie.

Rien ne lie organiquement tous ces groupes qui se disputent la direction, dont les chefs sont souvent impopulaires, sauf la haine du prolétariat révolutionnaire, le dégoût du parlementarisme pourri, l'usage de la violence directe contre les ouvriers et, partiellement, contre l'Etat démocratique. Dans le sens d'une croissance ultérieure du fascisme, un processus de sélection, de reclassement et de fusion de ces différentes organisations s'opérera.

Le fascisme en France est destiné à tirer des traits particuliers : 1^o de l'époque et la situation internationale dans laquelle il naît ; 2^o du rapport de force des classes dans le pays. Le fascisme italien a surgi dès la fin de la guerre, comme groupes de combat armés, avec un programme républicain et socialiste-national. Il s'est développé et l'a emporté après l'échec de la puissante vague révolutionnaire prolétarienne de 1920-1921. En Allemagne, le parti nazi n'a été longtemps qu'un petit groupe parmi des dizaines d'associations réactionnaires populistes secrètes, après l'échec de la révolution communiste et l'instauration de la République bourgeoise-réformiste instable de Weimar (1919-1923). Il grandit à l'ombre du mouvement nationaliste de la grande bourgeoisie. Il élabore un programme complet de socialisme national, anticapitaliste. Après 1923, il s'engage dans une longue étape d'organisation systématique, de tactique « légaliste ». La carence social-démocrate et communiste l'ont porté au pouvoir presque sans bataille. Italien comme allemand, le fascisme au pouvoir s'est affirmé comme l'instrument du capital financier. Dans le cas d'une croissance ultérieure du fascisme en France, son itinéraire pourrait être fort différent. Son rôle et son objectif seraient identiques.

Pour l'appréciation immédiate il faut envisager la série de facteurs suivants :

a) La France a derrière elle soixante ans de régime démocratique parlementaire, et la victoire de 1918 enregistrée par le traité de Versailles. Les fascistes recherchent leur idéologie dans le « passé jacobin », la République autoritaire, la défense « pacifiste » des positions de Versailles. Du point de vue de la politique extérieure, le fascisme suppose l'exploitation d'un sentiment « d'isolement » et d'infériorité de la nation qui touche au vif principalement les petits bourgeois cocardiers et irritables. Sur ce chemin, la bourgeoisie dominante dispose encore de possibilités de manœuvre sérieuses.

b) A l'intérieur, la révolution, bien qu'avortée en Italie et en Allemagne, avait mis l'empreinte du socialisme marxiste dans les masses. En France, rien de tel. C'est le « socialisme petit-bourgeois » (prolétarisme, syndicalisme) qui a créé une tradition. C'est probablement dans cette voie que le fascisme français chercherait son idéologie.

c) L'application systématique de la violence nécessite l'organisation de parti et l'armement. L'armement massif fait défaut. En Italie, en Autriche, en Allemagne, il fut fourni par la grande bourgeoisie dans une période où elle lutait pour abattre la classe ouvrière. En France, il devra l'être aussi par la bourgeoisie. Cependant, à côté de ces milices bourgeoises, existe une armée permanente sur la base du service militaire obligatoire qui représente un élément incertain.

d) Enfin, le développement du fascisme suppose une situation économique terriblement empirée. Nous avons suffisamment indiqué l'évolution antérieure de la situation actuelle du capitalisme français. En ce qui concerne l'avenir prochain on peut envisager différentes possibilités.

L'une serait un accroissement brutal et ininterrompu des éléments de déséquilibre (inflation, chute accentuée des prix agricoles, baisse rapide des traitements, etc.). Un tel développement, combiné avec la passivité ou les fausses manœuvres du prolétariat amènerait un renforcement accéléré du camp fasciste.

L'autre serait une stagnation, voire une atténuation, qui permettrait sinon un soulagement des classes exploitées, du moins un état de fluctuation sans changements profonds. Dans ce cas, le fascisme resterait morcelé, impuissant. D'une amélioration réelle, il ne peut être question. En tout cas, une période d'essor économique même restreinte fournirait au prolétariat une base de revendications renforcée.

Jusqu'à présent, les courants fascistes ne représentent pas directement une arme de lutte contre le Parlement. Ils représentent un instrument de pression sur le Parlement, un instrument de chantage. Dans cette période préparatoire, les partis de droite encouragent leur action et les utilisent encore au sein de la démocratie parlementaire, contre le radicalisme, en vue d'un raffermissement sur le terrain du bonapartisme. C'est là le problème le plus actuel.

Le programme politique des couches les plus déclassées de la bourgeoisie est celui de la « révision de la Constitution ». Cette révision doit se faire dans le sens d'une indépendance plus grande de l'exécutif par rapport au législatif. La « légalité en vacances », c'est une formule que Tardieu a reprise au réformisme, pour le compte de la bourgeoisie. Toute une série de mesures sont proposées, qui, toutes, concordent à orienter l'Etat vers l'affaiblissement des prérogatives parlementaires. En 1926, Poincaré obtint les « décrets-lois » pour prendre une série de mesures sur lesquelles tous les partis bourgeois et petits-bourgeois s'étaient mis d'accord (y compris le parti socialiste qui voulait « laisser faire l'expérience Poincaré »). En 1933, Tardieu et Cie les demande pour imposer des mesures contre une série de partis. C'est pourquoi la politique de « l'Etat fort » ne peut être actuellement que le prélude d'une évolution vers le bonapartisme et non une simple édition nouvelle de l'« Union nationale ».

La bourgeoisie française n'est pas encore assez ébranlée pour envisager une remise du pouvoir au fascisme. Le canaliser, le protéger, elle le fait. Lui offrir maintenant le pouvoir, non. Dans la lutte contre la classe ouvrière, la bourgeoisie utilise les services du fascisme. Mais elle compte encore sur son appareil policier formidablement développé, sur ses prétoriens (gardes mobiles). Enfin — et c'est là une des nécessités capitales dans sa politique extérieure — elle doit compter sur son armée. Tout cela indique que dans l'évolution prochaine des frictions sont inévitables même entre le camp fasciste et la bourgeoisie dirigeante. Leur caractère secondaire ne doit pas les faire mésestimer. Caractériser tous les différents gouvernements bourgeois comme fascistes (plus ou moins), c'est ne pas comprendre le processus réel de la croissance du fascisme. Remplacer par les mots « fascisation progressive » la dialectique contradictoire, heurtée, de la crise de la démocratie bourgeoise, de la croissance du fascisme et de la consolidation des représentants du capital grâce à l'« Etat fort », c'est préparer la défaite du prolétariat.

Pourquoi a-t-on le droit de parler d'orientation vers le bonapartisme (à défaut d'un autre mot) ? L'expérience récente de l'Allemagne et de l'Autriche ont donné à ce mot un contenu concret, qui seul explique et explique une forme donnée au pouvoir bourgeois. D'un côté, la bourgeoisie rive la classe ouvrière aux fers policiers. De l'autre, elle essaye d'écartier du pouvoir le fascisme. Elle s'appuie sur l'armée, sur les propres milices gouvernementales. Elle tente de neutraliser les intérêts antagonistes des classes. Elle place l'Etat, libéré de la chaîne du parlementarisme, au-dessus de la nation. Tel est le processus accompli. Arrivé à ce point, le gouvernement est placé dans une dangereuse instabilité. L'évolution actuelle est seulement engagée dans ce sens. Mais elle y est engagée.

En Allemagne et en Autriche, l'armée de métier a joué un rôle considérable comme appui des gouvernements bonapartistes. En Italie, les couches moyennes de l'armée qui groupaient tous les hommes valides de l'armée qui groupaient tous les hommes valides de l'armée de la guerre fournirent des cadres au fascisme. En France, l'armée comprend 600.000 hommes en permanence. Le contingent est partiellement renouvelé trois fois par an. La masse des jeunes travailleurs est enrégimentée à l'âge de 20 ans automatiquement. Evidemment, l'armée représente ainsi un élément incertain dans une période de conflits aigus.

est pourquoi la bourgeoisie tend à séparer les cadres, à augmenter la police, la gendarmerie, les contingents de gardes mobiles, à utiliser les troupes coloniales. Cependant la préparation de la guerre oblige l'impérialisme français à entretenir une immense armée. Là se trouve une source de difficultés sérieuses.

Le parti socialiste et une fraction des partis bourgeois de gauche opposent à l'Etat fort des partis de droite, et au fascisme la défense de la démocratie. Qu'est-ce que signifie ce mot d'ordre ?

L'Etat démocratique représente la forme de la dictature bourgeoise la mieux adaptée au capitalisme en progression. En France, la mécanique du parlementarisme a assuré des dizaines d'années de domination bourgeoise, d'exploitation des travailleurs, d'expansion impérialiste, sans secousses profondes (par exemple, facilité avec laquelle le régime a traversé la crise du boulangisme, l'affaire Dreyfus, l'offensive de la C. G. T. avant-guerre, les mouvements d'après-guerre.) Mais la « démocratie » ne représente pas seulement une forme de la dictature capitaliste : elle est, aussi un régime qui facilitait l'organisation de la classe ouvrière et lui permit d'arracher une série de conquêtes et de réformes importantes. La prospérité, les progrès économiques formidables, les surprofits énormes, permettaient à la bourgeoisie dans la période d'avant-guerre de céder partiellement devant la pression ouvrière, tout en corrompant la couche supérieure de la classe ouvrière, et en la faisant participer à son jeu. Non seulement la petite bourgeoisie, à l'aise dans la démocratie, prospérait, mais la classe ouvrière parvenait à arracher des réformes sociales, une amélioration des conditions de vie, un droit d'organisation, c'est-à-dire une série de positions qui facilitaient son organisation comme classe et sa lutte. C'est cela qui fut, longtemps dans le pays le prestige de la république démocratique, en estompant dans une phraséologie menteuse la réalité brutale de l'exploitation capitaliste.

Après la guerre s'ouvre une période de crise du régime démocratique, quoiqu'encore atténuée en France. Le capitalisme est acculé à la crise quasi-permanente. L'appareil de la démocratie — quoique avec un long retard — s'altère. La social-démocratie, appuyée sur une fraction importante de la classe ouvrière s'accroche désespérément à l'Etat démocratique bourgeois, sous sa forme parlementaire. L'amalgame démocratique, dont 2 millions d'électeurs socialistes, 900.000 adhérents à la C. G. T., représentant en France des

masses de millions de travailleurs et de petits-bourgeois, entrera ainsi inévitablement en conflit avec les tendances dictatoriales et fascistes de la bourgeoisie. Cependant, les conquêtes de la classe ouvrière, réalisées au sein de la démocratie bourgeoise, ne peuvent être défendues qu'en débordant le cadre de celle-ci.

En effet, la classe ouvrière, si elle s'hypnotise sur les formes de la démocratie bourgeoise, en voulant défendre son droit à l'existence, tombe fatalement dans les filets de sa bourgeoisie. Elle ne peut réellement se défendre qu'en faisant craquer les cadres de la légalité bourgeoise, en se dressant sur tous les terrains de la lutte directe pour imposer sa volonté.

La crise de la République démocratique, qui engendre une tendance de la bourgeoisie vers la domination bonapartiste, place la classe ouvrière devant sa tâche propre : utiliser cette crise pour renverser la bourgeoisie, se libérer et organiser sa propre dictature de classe, immense majorité de la nation.

L'expérience allemande montre ce qu'il en coûte de confondre tous les adversaires. Identifier la social-démocratie avec le fascisme, sous prétexte que celle-ci trompant la classe ouvrière l'engage à respecter la démocratie formelle bourgeoise, cela équivaut à abandonner le terrain au fascisme. Utiliser la disposition de la social-démocratie, liée à des milieux ouvriers étendus, et attaquée par le fascisme, à défendre les acquisitions ouvrières, même dans les limites de la démocratie bourgeoise, c'est au contraire permettre la mobilisation des masses contre le pire ennemi.

Sous le nom de « social-fascisme », les bureaucraties stalinien codifiées une théorie de l'équivalence de la social-démocratie et du fascisme. Ils vont même plus loin : ils acceptent l'alliance avec le fascisme contre la social-démocratie. Cette politique a directement permis la victoire d'Hitler en Allemagne. En France, les bureaucraties continuent cyniquement le même jeu : utiliser la réaction fasciste petite-bourgeoise contre le réformisme. Cette politique criminelle doit être dénoncée avec vigueur.

Il est de toute évidence que la social-démocratie n'est disposée qu'à une résistance passive, à l'abri de la « légalité » bourgeoise, contre la réaction fasciste. Mais cette disposition, encouragée et exigée par des couches ouvrières nombreuses et puissantes, permet la réalisation d'un front unique d'organisations, un bloc sur des objectifs communs avec les communistes. La social-démocratie ne veut pas de la révolution, mais elle s'accroche à la démocratie formelle, et les masses populaires qui la soutiennent sont disposées à combattre. Si l'on réalise un front commun avec celle-ci, on facilitera leur passage ultérieur, au cours de la lutte, dans les rangs communistes.

Les communistes savent et expliquent sans relâche que la démocratie bourgeoise actuelle n'est qu'une forme de la dictature des exploités. Mais devant l'attaque du gouvernement de « l'Etat fort », et celle du fascisme, ils invitent les ouvriers à une défense hardie et énergique des positions qu'ils ont conquises au sein de ce régime. Sur cette voie, la logique de la lutte elle-même oblige la classe ouvrière à se placer non sur le terrain de la démocratie formelle, mais sur celui de l'initiative révolutionnaire de classe, extra-parlementaire.

V. — La tactique communiste

La classe ouvrière est l'instrument de résolution de la crise du capitalisme, du passage au socialisme. Elle seule peut libérer les forces productives des entraves que le capitalisme place actuellement à leur plein développement. Mais la classe ouvrière ne vaincra que grâce à la direction du parti communiste. La tactique communiste, comme expression de la lutte de l'avant-garde du prolétariat conscient, joue le rôle le plus important.

Le centrisme stalinien a élaboré une tactique de défile (Chine 1927, Allemagne 1933). Cette fraction recommence en France l'application de cette tactique contre laquelle l'opposition marxiste internationale a mené une lutte implacable. En Allemagne, la plateforme stalinienne se résume comme suit : Programme de « libération nationale et sociale » (national-bochevisme), concurrence avec les fascistes, attaque principale contre la social-démocratie, refus du front unique ouvrier conséquent entre organisations, scission syndicale, orientation sur le « développement progressif » et non sur la crise révolutionnaire, sur l'insurrection.

La tactique du P. C. F. est une répétition très embarrasée et pitoyable, de la tactique des naufrageurs en Allemagne.

Le P. C. F. confond le fascisme avec tous les gouvernements bourgeois, il caractérise plus que jamais le socialisme comme « social-fascisme », il s'oppose brutalement au front unique national et international entre organisations, il repousse l'unité syndicale, son programme d'action sans cohésion est opportuniste (contre-projet financier, municipalisme, pacifisme amsterdamien, etc...). Le régime du parti est encore devenu mille fois plus bureaucratique, car plus le centrisme fait faillite, plus il se défend par des méthodes antiprolétariennes contre l'aile gauche communiste (agressions, exclusions, provocations, pogromes, etc.).

La fraction centriste est hors d'état de présenter une base de principes sur les questions fondamentales de la politique révolutionnaire. Le Comité central du P. C. n'oppose aux dirigeants socialistes que des phrases et une action au jour le jour, une agitation super-

ficielle. La Ligue communiste s'appuie au contraire sur la base de principes élaborés par sa pré-conférence internationale, résumée en 11 points qui contredisent formellement la politique stalinienne. L'opposition française met intégralement en application ces principes, qui sont ceux même du marxisme. (Ces 11 points ont été publiés dans la Vérité, n° 142, du 16 février 1933). Seule la compréhension et l'assimilation de cette plate-forme, qui résulte de toute l'expérience internationale de l'opposition de gauche dans ces dix dernières années, permet d'aborder dans l'esprit du marxisme les problèmes concrets et immédiats qui sont posés au prolétariat en France ;

2° La crise internationale du capitalisme, la poussée du fascisme en Europe et la dégénérescence de l'Internationale communiste, placent le communisme français dans une situation exceptionnellement pleine de responsabilités. Le prolétariat d'après-guerre n'a pas été éprouvé dans de grandes luttes. Cela l'a empêché d'acquérir l'expérience nécessaire, mais cela l'a aussi préservé de l'échec ou des désillusions. La tension de la lutte de classes s'accroît, mais à un rythme non d'une extrême rapidité. D'autre part, la France se trouve entourée de pays (Angleterre, Belgique, Suisse, Espagne) où le mouvement communiste officiel est réduit à sa plus simple expression, sans parler de l'illégalité complète où il se trouve en Allemagne et en Italie. Cela augmente les responsabilités des communistes français.

La chute du système soviétique en U. R. S. S., après les échecs en Extrême-Orient et en Europe Centrale, fermerait un cycle historique de la révolution internationale.

Pour empêcher cette éventualité, il reste au prolétariat français une tâche énorme à accomplir, qui pourrait retourner la situation. La lutte intransigeante de la Ligue Communiste pour un objectif de se servir des possibilités qui sont encore offertes pour éviter cette catastrophe.

Toute concession à l'idéologie centriste serait dans ces circonstances un crime. C'est pourquoi il faut déterminer avec la plus grande netteté une tactique communiste qui apporte au prolétariat la voie du salut.

3° Le problème du pouvoir n'est pas posé comme une question immédiate. Mais il est posé dans la perspective directe. Les rapports de forces entre les classes peuvent encore osciller un certain temps sans mettre ce problème au premier plan. Cela durera autant que la petite bourgeoisie restera liée à la grande. La séparation d'avec elle (sous la forme fasciste, et sous la forme révolutionnaire) amènera immédiatement au devant de la scène le problème de l'Etat, de la dictature de classe, du pouvoir.

Ne pas prévoir cela, ne pas poser la question dans toute son ampleur dès maintenant, ce serait abandonner la lutte, égarer les ouvriers à la manière des chefs réformistes. Sur ce terrain d'ailleurs, les socialistes se sont montrés plus habiles que les stalinien. Ils ont posé la question — en la résolvant bien entendu — au profit de la démocratie bourgeoise périsissante. Les stalinien ne le posent pas du tout. La tactique communiste de l'opposition de gauche doit poser cette question au premier plan des préoccupations des masses travailleuses ;

4° Actuellement se joue la partie entre la bourgeoisie démocratique appuyée par le parti socialiste, et « l'Etat fort » de la grande bourgeoisie, à l'ombre duquel croît le fascisme. Les uns veulent « réviser la constitution », et les autres se débarrasser du Parlement en constituant un Etat corporatif érigé sur la violence de classe déclarée, et la dispersion des organisations de la classe ouvrière. Se contenter d'opposer aux uns et aux autres la propagande générale pour la dictature du prolétariat, c'est ne rien faire. Il faut donner à cette exigence une forme concrète. Cette forme c'est la lutte pour le gouvernement ouvrier, le gouvernement du prolétariat. Ce n'est pas un mot d'ordre de réalisation immédiate, c'est une vue concrète ouverte aux prolétaires pour toute la phase de crise actuelle. Contre l'Etat fort, contre le fascisme, nous mettons en avant la nécessité du gouvernement prolétarien. La bourgeoisie (par ses gouvernements démocratiques ou dictatoriaux) ne propose comme remède à la crise du pays que la pseudo « autarchie », la baisse des salaires, la réduction en esclavage de tous les exploités. Le prolétariat, lui propose un gouvernement ouvrier, qui agira en faveur de la classe ouvrière, et résoudra la crise du capitalisme de la seule façon possible, c'est-à-dire au profit de la grande majorité du pays. Toutes les luttes partielles, tous les mouvements de défense économique ou politique, de la classe ouvrière, doivent être unifiés sous le mot d'ordre de la lutte pour un gouvernement ouvrier.

5° Bien entendu le gouvernement ouvrier ne peut s'entendre que comme un organisme de lutte sans rémission contre la bourgeoisie. Pour cela, il doit s'appuyer sur la classe ouvrière groupée dans ses propres organisations, c'est-à-dire impliquer une forme particulière de la dualité de pouvoir. Dans ce cas, la dictature prolétarienne n'est pas encore pleinement réalisée, mais le gouvernement ouvrier permet de la réaliser pleinement. Il ne s'agit nullement d'une coalition purement parlementaire avec le parti socialiste ou d'autres groupements se réclamant de la classe ouvrière. Même s'il naissait sur le terrain parlementaire (par exemple, à la suite d'élections favorables aux par-

lis ouvriers), il devrait immédiatement sortir de ce cadre, et n'être que l'émulation d'une action de la classe ouvrière dans tout le pays, agissant sous toutes les formes et sur tous les terrains contre la bourgeoisie.

La propagande dans ce sens doit être engagée immédiatement pour la réalisation d'un programme qui conduise vers le Gouvernement ouvrier. Une série de mesures générales doivent servir d'axe à une large agitation :

1° Constitution d'une milice ouvrière commune par quartiers, usines ou villages, ayant des chefs élus. Licenciement des gardes mobiles et de la police. Dissolution de tous les groupements fascistes ;

2° Nationalisation des banques, des transports, des grands services municipaux, des mines ;

3° Contrôle sur la production, suppression du secret commercial, élargissement du rôle des syndicats, comités d'usine ;

4° Assurances sociales entièrement aux frais du patronat, réduction des heures de travail, augmentation des salaires ;

5° Impôts très fortement progressifs sur les possédants ;

6° Abolition des hypothèques à la campagne, des redevances du fermage et métayage ; mise à disposition d'engrais, semences et matériel mécanique ; dégrèvements massifs.

Sur chacun de ces points, des mesures partielles et précises doivent être élaborées. L'agitation s'inspirera de la situation concrète du mouvement ouvrier.

6° Aujourd'hui, les communistes doivent poser la question comme ceci : la majorité du parti socialiste, poussée par les ouvriers et les prolétaires qu'il englobe, ainsi que la C. G. T., parient de constituer un gouvernement socialiste, appliquant réellement un programme socialiste. L'aile droite (Marquet et Cie) veut appuyer purement et simplement la bourgeoisie de gauche dans sa prétention d'empêcher par un simulacre d'autorité la venue au pouvoir de la droite « bonapartiste ». Mais la gauche, la majorité prétend passer à l'opposition radicale au « régime » au gouvernement « socialiste ». Bien entendu, les dirigeants socialistes sont incapables de réaliser cette prétention. Leur peur de la révolution est encore plus forte que leur terreur du fascisme. Mais néanmoins, ils font des déclarations en ce sens, auxquelles les travailleurs socialistes ajoutent foi.

Les communistes doivent donc déclarer qu'ils sont prêts dans le cas d'un gouvernement socialiste ou à prépondérance socialiste, à mener l'agitation dans les masses pour toutes les mesures qui pourraient être prises en faveur de la classe ouvrière. Sans accorder aucune confiance à ce gouvernement, nous l'invitions à mettre en pratique, les mesures qu'il propose, nous combattons pour un élargissement plus grand encore des libertés ouvrières, pour une application réelle de mesures en faveur des ouvriers, pour une rupture des éléments de gauche avec la bourgeoisie, pour une avance énergique dans la voie du gouvernement ouvrier. Dans la situation présente, la participation des socialistes au pouvoir supposerait un profond mouvement des masses contre la bourgeoisie. Les communistes doivent être les plus actifs dans ce mouvement, convainquant pas à pas les travailleurs que les socialistes au pouvoir se montreraient incapables d'agir en révolutionnaires, qu'il faut la rupture sans équivoque avec le capitalisme, et la constitution du bloc ouvrier.

7° L'agitation sur ces objectifs est entièrement subordonnée à l'adoption d'une véritable politique de front unique. L'ultimatum stalinien, joint à l'opportunisme des combinaisons sans principes avec des courants petits bourgeois, est la négation d'une politique de front unique. Du même coup, c'est la négation de toute politique révolutionnaire dans la lutte réelle pour le pouvoir. Seule la politique de front unique entre organisations, à toutes les étapes de la lutte, et pour des objectifs constamment renouvelés, tient compte de la situation réelle du prolétariat, de ses couches et catégories plus ou moins avancées, en même temps que du besoin d'action commune qui s'empare des classes exploitées dans les époques d'agitation sociale. La Ligue communiste rompt radicalement avec la gymnastique stérile qui remplace pour la bureaucratie stalinienne la politique léniniste du front unique. Elle dénonce tout aussi catégoriquement les combinaisons irresponsables et opportunistes qu'elle réalise sous forme de prétendus « congrès de masse » (Amsterdam, Pleyel), pour les remplacer par une politique d'action commune, et même de compromis, avec le réformisme, réalisés en toute indépendance.

Les communistes déclarent qu'une campagne nationale doit être déclenchée, pour proposer aux sections socialistes, aux syndicats confédérés, aux groupements divers, à l'échelle nationale et à l'échelle locale, l'agitation sur un programme d'action commun. L'expérience allemande montre irréfutablement que telle est la seule voie pour empêcher l'instauration des régimes bonapartistes ou fascistes, pour préparer une profonde réaction populaire, pour créer un courant qui aboutisse à dresser la volonté de classe du prolétariat de s'emparer du pouvoir.

8. — Une action décidée pour aboutir à la reconstruction de l'unité syndicale est inséparable de toute politique de front unique. La lutte des Jouhaux

et Cie dans le mouvement syndical contre les ouvriers révolutionnaires et les fractions communistes est un encouragement pour la bourgeoisie. Mais la politique bureaucratique des centristes en constitue un autre. Ici encore l'expérience allemande doit ouvrir les yeux. La reconstruction de l'unité syndicale est une tâche urgente. L'action des fractions communistes (oppositionnelles) dans la C.G.T. et la C.G.T.U. doit être constamment tendue vers ce but : l'unification des syndicats, et à l'intérieur, un régime de démocratie réelle. Dans l'attente d'une fusion à l'échelle nationale, les fractions communistes peuvent encourager des fusions partielles qui garantissent à l'avant-garde révolutionnaire le contact avec la masse des ouvriers organisés. Au lieu de permettre à Jouhaux d'élaborer en toute tranquillité des programmes de redressement du capitalisme, les fractions révolutionnaires des syndicats unifiés élaboreraient un programme de défense économique (assurances sociales, chômage, semaine de 40 heures, etc...) et défense physique et d'organisations (défense de la presse ouvrière, des locaux syndicaux, maisons du peuple, etc...)

9. — La politique extérieure de la France jouera un grand rôle dans la prochaine détermination politique des masses. La bourgeoisie française tentera tout pour maintenir ses positions de Versailles. Sous le masque général du pacifisme, elle excitera le chauvinisme, développera son armement, augmentera encore son budget de guerre monstrueux. Nationalistes ou fascistes prétendront lutter pour le maintien du statu quo européen, l'alliance avec la Petite Entente et la Pologne, etc... A toute cette politique il faut opposer autre chose que le vague sentimentalisme d'Amsterdam. Contre la guerre, nous défendons la politique de Lénine, l'agitation révolutionnaire contre la bourgeoisie, et dans un conflit, le travail patient au sein de la nation armée, et de l'armée elle-même, pour le déclenchement de la guerre civile. Contre la politique d'hégémonie militaire du traité de Versailles, nous défendons le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le centrisme stalinien n'oppose au nationalisme bourgeois que la politique de « libération nationale et sociale » ; au militarisme, à la préparation de la guerre, il n'oppose que les dénégations générales, le pacifisme, la politique des pactes de non-agression. Les bolcheviks-léninistes défendent la politique internationaliste d'octobre : A bas le traité de Versailles, renversement de la bourgeoisie, Etats-Unis socialistes d'Europe !

10. — La crainte de la bourgeoisie française devant l'Allemagne fasciste qui s'évade du Traité de Versailles l'a poussée au rapprochement avec l'URSS. Ce rapprochement a été facilité du côté soviétique par la faiblesse du gouvernement de Staline devant Hitler, et le Japon et les difficultés intérieures inouïes. La politique de rapprochement franco-soviétique prend de grands développements, mais elle reste totalement subordonnée aux intérêts de la bureaucratie soviétique, au lieu d'être tournée vers le renforcement de la position du prolétariat international. La bourgeoisie française, dont le but ultime sera de détourner la puissance militaire reconstituée de l'Allemagne contre l'URSS, utilise au contraire à plein, l'Union soviétique et s'en sert pour tromper les masses travailleuses sur le sens de sa politique militaire. Litvinov et Radek prêtent la main à l'opération, dans le dos des ouvriers russes.

En plein accord avec les bolcheviks-léninistes russes, les communistes en France doivent lutter pour transformer cette situation en un avantage pour la classe ouvrière des deux pays. Pour cela, il faut exiger une politique de collaboration économique avec l'URSS sous le contrôle et avec la participation des organisations ouvrières. Pas de diplomatie secrète, pas de tromperies. Démasquer les projets du gouvernement Daladier et autres de se servir momentanément de l'URSS sur son échiquier politique : l'obliger à des concessions réelles. Mettre en garde sur le sens réel des pactes de non-agression.

11. — Dans la lutte pour l'émancipation des colonies, les communistes français ont une tâche immense à remplir. Plus la crise se développe, plus l'impérialisme français presse les esclaves coloniaux, et réprime les mouvements des masses. En Afrique et en Asie couvent des mouvements que les capitalistes s'apprêtent à étouffer dans le sang, comme en 1925. Une de nos tâches principales est le soutien actif des travailleurs exploités des colonies.

Notre mot d'ordre central reste : évacuation des colonies. Mais toute une série de revendications intermédiaires doivent être soutenues (liberté de presse et d'organisation, suppression du code de l'indigène, etc.). Une attention particulière doit être portée de ce côté, par une étude soignée de la situation des différents pays (Afrique du Nord, Madagascar, Indochine).

12. — La Ligue Communiste a pour tâche de proposer et de défendre dans les cadres de cette analyse une politique concrète qu'il faut déterminer avec soin dans chaque circonstance. Sur tous ces points, les organismes dirigeants de l'organisation devront élaborer un programme détaillé et s'efforcer par tous les moyens de le mettre en action. Mais la condition préalable est la claire compréhension de la situation présente, des objectifs et des moyens de la lutte.

IL FAUT LIRE :

Fontamara, roman par I. Silome (Zurich, 1933, En allemand).

Livre remarquable : De la première à la dernière ligne il est dirigé contre le régime fasciste en Italie, ses mensonges, ses violences et ses horreurs. Fontamara, c'est un livre de propagande politique passionnée. Mais la passion révolutionnaire s'élève ici à une telle hauteur qu'elle engendre une œuvre d'art authentique. Fontamara est un pauvre village abandonné dans le sud de l'Italie. Tout au long des deux cents pages du livre ce nom devient le symbole de tous les villages italiens, de leur misère, de leur désespoir, mais aussi de leur révolte.

Silome connaît très bien les paysans italiens. L'auteur a passé, selon ses propres paroles, vingt ans de sa vie à Fontamara. Etudier et adoucir lui sont étrangers. Il sait voir la vie telle qu'elle est, généraliser ce qu'il a vu à l'aide de la méthode marxiste, et puis incarner ses généralisations dans des formes artistiques. Le récit vient de la bouche même des paysans, des cafoniés des pauvres. Malgré la difficulté exceptionnelle d'un tel genre, l'auteur le mène en véritable maître. Ce sont des chapitres d'une force impressionnante :

Ce livre est paru en Union Soviétique ?
A-t-on attiré sur lui l'attention du service d'édition de l'Internationale communiste ? Le livre mérite d'être diffusé à des millions d'exemplaires. Mais quelle que soit l'attitude de la bureaucratie officielle envers cette littérature véritablement révolutionnaire, Fontamara — nous en sommes sûrs — se frayera un chemin vers les masses. Favoriser la diffusion du livre, c'est le devoir de tout révolutionnaire.

B. Trotsky.
Bateau « Balsaria »
19 juillet 1933.

« La Condition Humaine », roman par A. MALRAUX

Malraux qui a participé à la révolution chinoise, retrace dans son dernier roman, comme il l'avait fait dans les « Conquérants » au moment de la lutte héroïque du prolétariat chinois. Après Canton, voici Shanghai 1927.

Peu de livres sont autant chargés de sens, pour qui sait les lire. Il ne semble pourtant pas qu'il ait voulu faire la une œuvre révolutionnaire. Le titre et le sens général du roman

l'indiquent assez. Le prolétariat l'intéresse peu. Même des de ces touches pour dépeindre la misère des coolies et leur venue inéluctable au communisme comme dans « Les Conquérants ». Ce qui l'intéresse, c'est la signification que prend la vie de chaque individu. Les hommes ne vivent pas, chacun de ses héros veut vivre. L'un en se réfugiant dans sa pensée, un autre en se faisant terroriste, d'autres en devenant communistes. Tous, préoccupés de l'idée de la mort, se rendent compte que celle mort seule donne un sens à leur vie et ils l'acceptent avec résignation, et même joie. Tchen se lance avec une bombe sous l'aile de Chang-Kai-Shek, elle est malheureusement vide. Hemmeïch meurt en défendant la maison du Parti. Kyo et Kasow sont arrêtés et mourront ensemble. Nous ne saurons pas Malraux sur ce terrain, de même que nous laisserons de côté son affabulation ses événements, sa peinture, ses caractères ou ses sous-entendus. C'est ce qui nous intéresse, c'est ce qui nous parle, c'est ce qui nous fait réfléchir, c'est ce qui nous fait vivre.

Comme « Les Conquérants » livre si justement critiqué par le camarade Trotsky, « la condition humaine » est un témoignage, et c'est en ce sens qu'il nous intéresse. N'est-il pas curieux de constater que l'A. E. A. R. à laquelle appartient Malraux, pas plus que le critique littéraire de « l'Humanité », n'ont pensé à signaler son livre ? C'est que les faits qu'il rapporte sont, à son insu peut-être, terriblement vrais et de ce fait terriblement accusateurs. C'est en ce sens que nous devons louer les scrupules de l'artiste.

Kyo Gisors a la confiance de C. C. du Parti pour préparer avec son ami Nesso Kasow qui a fait le coup de feu contre les Blancs sur le pont de Lithuanie, l'insurrection de Shanghai. Tout se passe comme ils l'avaient prévu ; au jour fixé, dans les futures. Les groupes de choc formés par les ouvriers de chaque quartier envahissent les postes de police, s'emparent des armes. La gare du Sud, les casernes, l'arsenal sont bloqués. Le train blindé envoyé par le Gouvernement est isolé. Les milices ouvrières fonctionnent, l'artillerie de la Kuomintang pénètre dans la ville. Shanghai est aux mains des révolutionnaires. A ce moment commencent les difficultés : le Comité Central du Kuomintang élu par une assemblée clandestine comprend 15 communistes, parmi ses 25 membres ; mais le Comité exécutif choisi dans son sein et véritable organisateur du Gouvernement municipal, ne comprend plus qu'une minorité de commu-

nistes. Le Préfet enfin, est de la droite, du Kuomintang. Tout cela habilement mené d'ailleurs par Chang-Kai-Shek et le Français Ferval, directeur du Consortium franco-soviétique. Kyo voit le danger et le dénonce à son ami Kasow : « Avant quinze jours, le Gouvernement Kuomintang interdira nos sections d'assaut. Je viens de voir les officiers bleus (Kuomintang J. M.) envoyés du front pour nous sonder, nous insinuer astucieusement que les armes seraient mieux chez eux que chez nous. Désarmer la garde ouvrière. Ils auront la police, le Comité, le Préfet, l'armée et les armes. Et nous aurons fait l'insurrection pour rien. Nous devons quitter le Kuomintang, isoler le parti communiste, et, si possible, lui donner le pouvoir. Il ne s'agit pas de jouer aux échecs, mais de penser sérieusement au prolétariat, dans tout ça ». Ce qu'il craint arrive. Sur l'ordre de Moscou, un officier de Chang-Kai-Shek vient de faire remettre les armes de la garde ouvrière. Kyo et Kasow essaient de comprendre cette tactique stalinienne, ils y parviennent pas :

« Que peut l'Internationale ? d'abord se servir de l'armée du Kuomintang pour unifier la Chine. Développer ensuite (?) par la propagande et le reste (?) cette révolution qui doit d'elle-même (?) se transformer de Révolution démocratique en Révolution socialiste ».

A quoi l'autre répond justement :

« Chang-Kai-Shek ne peut se maintenir ici qu'en s'appuyant sur les douanes et les contributions de la bourgeoisie, et la bourgeoisie ne paiera pas pour rien ; il faudra qu'il lui tende sa monnaie en communistes zigouillés, ce qui hélas se vérifiera ».

En désespoir de cause, Kyo va trouver le délégué de l'Internationale à Vologine à Hong-Kong et lui expose les désirs des communistes shanghaiens :

« Sortir du Kuomintang. Organiser un Parti communiste indépendant. Donner le pouvoir aux Unions. Et surtout ne pas rendre les armes avant tout ».

Réponse de Vologine :

« Il faut vous arranger à Shanghai avec Chang-Kai-Shek. S'il n'y a pas moyen, rendez les armes... Bonaparte c'est une défaite certaine. Moscou ne tolérera pas que nous sortions du Kuomintang maintenant... D'ailleurs, dit-il par la suite, rien à craindre de la part de Chang-Kai-Shek : « Son fils est à Moscou, ne l'oubliez pas ».

Nouvelle attaque de Kyo : « Présentement, nous, communistes, donnons aux masses des

instructions qu'elles ne peuvent considérer que comme des trahisons. Croyez-vous qu'elles comprendront vos mots d'ordre d'attente ? »

Surprise réponse de Vologine : « Même coolie du port de Shanghai, je penserais que l'obéissance du Parti est la seule attitude logique d'un militant communiste ».

Obéissance, oui ; mais obéissance consentie et non imposée bureaucratiquement. Quelle meilleure illustration que cette parole d'un autre bureaucrate : « Il y a une ligne générale qui nous dirige, faut la suivre ». Kyo a bien jeu pour répondre : « Une ligne qui nous mène à tirer sur le prolétariat est nécessairement mauvaise ».

Dans l'action même, Malraux, nous montre Kyo obligé de tourner les ordres de Moscou. Il organise même des groupes de combat contre Chang-Kai-Shek, mais dit l'auteur : « Les discours officiels du Parti communiste chinois, toute la propagande d'union avec le Kuomintang le paralysent ». Chang-Kai-Shek exige d'ailleurs, toujours avec l'autorité de Moscou, la remise immédiate des armes.

Les conclusions se modifient rapidement. Plus d'armes, Chang-Kai-Shek, le bourreau de Février est devenu héros national, la tige est neutre et peut-être même de son côté, Kyo ne peut agir, et fait agir en désaccord avec les instructions du P. C. chinois. Le Conseil militaire exige des armes mais : « Le Comité Central sachant que les thèses trotskystes attaquaient l'Union avec le Kuomintang, était épouvanté par toute attitude qui put, à tort ou à raison, sembler liée à celle de l'opposition russe ».

Devant une telle carence du parti, la répression s'abat sur les révolutionnaires : les militants sont fusillés, leurs parents et enfants torturés, leurs maisons incendiées. Le Gouvernement municipal se disperse et les Unions sont fermées. Tout cela pendant que le Comité Central se tait. Chang-Kai-Shek triomphe sur toute la ligne, Kyo arrêté, s'empoisonne avant d'être torturé, Kasow est jeté vivant, dans une chaudière de locomotive.

Tels sont les faits rapportés par le roman-oyer. Il importe de distinguer les véritables faits de la réalité, et l'imagination d'avec l'examen assez éloquent par eux-mêmes. L'opposition de gauche a dénoncé en son temps la politique criminelle de Staline en Chine, comme elle vient de le dénoncer pour l'Allemagne. C'est à elle qu'il appartient de tirer les enseignements de semblables tragédies ; elle doit les

faire connaître à l'avant-garde communiste, afin que celle-ci ne donne pas son sang comme les Kyo et les Kasow de tous pays, pour sauver le prestige imbecille d'une clique qui a oublié les plus élémentaires enseignements de Marx et de Lénine.

Jean Maunade

A l'aide des camarades allemands !

Nous avons reçu pour le soutien des émigrés Allemands :

Trev, 20 ; Monegot, 30 ; Groupe D., 10 ; Liste soucier, groupe D., 30 ; Collecte au Cercle Marxiste, 50 ; Total : 120 francs. Les désireux insistent auprès de tous nos amis afin qu'ils nous envoient leur souscription. Nos camarades ont besoin d'un soutien de tous les jours.

Comme nous l'avons indiqué, des pourparlers sont en bonne voie afin de créer une caisse de solidarité unique pour tous les communistes et révolutionnaires exclus du soutien de l'I. C. Un vaste mouvement de solidarité doit être déclenché en faveur de ceux qui représentent réellement l'avenir de la lutte révolutionnaire en Allemagne, et qui subissent non seulement la répression fasciste et bourgeoise, mais aussi les attaques des bureaucraties stalinien.

Nous pensons que le comité unique pourra créer un insigne ou un timbre de solidarité. Il devra agir pour que les MUNICIPALITES socialistes, communistes et pupistes inscrivent les émigrés qui ne trouvent pas de travail sur les fonds de chômage.

Demandez à ces municipalités la disposition de bains-douches, de baraquements, etc... Le prolétariat a un grand devoir à accomplir vis-à-vis de nos frères allemands.

UNE SOUSCRIPTION POUR LES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES

Notre commission exécutive a décidé, d'accord avec le Comité pour l'aide aux bolcheviks-léninistes déportés, de lancer une souscription. Un des objectifs URGENTS, c'est de réunir les sommes nécessaires à l'aide du camarade Trotsky. Cette aide est devenue aujourd'hui une impérieuse nécessité. Nous faisons appel à tous. Déjà une série de camarades nous ont envoyés numérotés, une souscription. Que chacun les imite sans tarder !